

Marché du travail et rémunération

Numéro 27 | Août 2021

Taux d'emploi et revenu d'emploi des Québécoises : quels écarts entre les personnes immigrantes et non immigrantes ?

Par Luc Cloutier-Villeneuve¹

Cette étude porte sur une analyse comparative de la participation au marché du travail et du revenu d'emploi des femmes immigrantes et non immigrantes de 25 à 54 ans vivant au Québec, et a été effectuée à partir des données des recensements de 2006 et de 2016. La première partie de l'analyse porte sur les taux d'emploi, et la deuxième, sur le revenu d'emploi. La dernière partie reprend l'analyse du revenu d'emploi, mais présente les résultats ajustés, c'est-à-dire qui tiennent compte des différences de composition entre les immigrantes et les non-immigrantes.

Faits saillants

- En 2016, le taux d'emploi des immigrantes vivant au Québec âgées de 25 à 54 ans se situe à environ 69 %. Ce taux est inférieur d'environ 14 points de pourcentage à celui des non-immigrantes, qui se fixe à environ 83 %.
- Des écarts marqués sont notés chez les 25-34 ans (environ 20 points de pourcentage) et les 35-44 ans (environ 17 points). Pour ces deux groupes, les immigrantes affichent des taux d'emploi respectifs de 64 % et 69 %, comparativement à 83 % et à 86 % chez les non-immigrantes.
- En 2016, les immigrantes âgées de 25 à 54 ans ayant un diplôme d'études postsecondaires dans le domaine des STGM (sciences, technologie, génie, mathématiques et sciences informatiques) ont un taux d'emploi d'environ 70 %, comparativement à environ 88 % chez les non-immigrantes de cette sous-population.
- L'écart entre le taux d'emploi des immigrantes et des non-immigrantes se creuse lorsqu'il y a présence d'enfants dans le ménage. En effet, cet écart est de 20 points de pourcentage chez les femmes dont le ménage compte trois enfants ou plus, mais il passe à seulement 8 points chez celles dont le ménage n'en compte aucun.

Suite à la page 2

1. L'auteur tient à souligner la contribution importante de France Lapointe et de Maxime Boucher de la Direction de la méthodologie concernant les développements méthodologiques statistiques sur les données des recensements de 2016 et 2006. Il tient également à remercier Danielle Forest et Pascal Doray-Demers du Centre interuniversitaire de statistiques sociales (CIQSS) de leur précieux soutien pour l'accès aux données confidentielles des recensements. Il remercie aussi Anca Maria Florea pour la validation des données et du texte.

Participation au marché du travail

La participation au marché du travail est mesurée ici par le taux d'emploi, soit la proportion de la population en emploi. Les données portent sur la situation d'activité de la personne déclarée en 2006 ou 2016 (voir l'encadré méthodologique pour les périodes précises). Le tableau 1 présente le taux d'emploi des femmes immigrantes et non immigrantes âgées de 25 à 54 ans selon diverses caractéristiques sociodémographiques pour l'année 2016.

Les données d'ensemble montrent que les femmes immigrantes affichent un taux d'emploi de près de 70 %. Ce taux s'élève à environ 83 % chez les non-immigrantes. Un écart de l'ordre de 14 points de pourcentage sépare donc les deux groupes en 2016.

Lorsque l'analyse est faite par groupe d'âge, on constate que les écarts sont plus importants chez les 25-44 ans. En effet, chez les 25-34 ans, le taux d'emploi des immigrantes est inférieur d'environ 20 points de pourcentage à celui des femmes nées au Canada. Ces dernières ont un taux d'emploi d'environ 83 %, comparativement à environ 64 % chez les immigrantes. L'écart demeure également élevé dans le groupe des 35-44 ans, soit de près de 17 points de pourcentage. Par contre, celui-ci est deux fois moins élevé dans le groupe des 45-54 ans, où il se situe à près de 8 points.

- Le taux d'emploi des immigrantes ayant obtenu leur plus haut diplôme post-secondaire hors Canada en 2016 est de l'ordre de 67 %, comparativement à environ 80 % chez les immigrantes diplômées au Québec ou ailleurs au Canada, et à 89 % chez les non-immigrantes.
- Entre 2006 et 2016, le taux d'emploi des immigrantes âgées de 25 à 54 ans a crû de près de 5 points de pourcentage, une progression similaire à celle des non-immigrantes.
- Un accroissement du taux d'emploi chez les immigrantes s'observe en particulier chez les 45-54 ans, chez celles dont le ménage compte des enfants, chez les diplômées de l'étranger, chez les immigrantes de toutes durées de résidence confondues ainsi que chez celles qui sont issues de minorités visibles et qui ne le sont pas.
- Soulignons qu'entre 2006 et 2016, il y a eu un accroissement du taux d'emploi chez les immigrantes dans tous les groupes analysés, mais qu'il y a aussi eu un accroissement de ce taux chez les non-immigrantes. Il n'y a donc pas eu, dans bien des cas, de réduction de l'écart entre les immigrantes et les non-immigrantes.
- En 2015, le revenu moyen d'emploi chez les immigrantes âgées de 25 à 54 ans et plus est d'environ 37 000 \$, comparativement à environ 45 000 \$ chez les non-immigrantes. Un écart d'environ 17 % ou de 7 500 \$ est noté entre les deux groupes. Un écart plus prononcé est observé chez les 35-44 ans (23 %), de même que chez celles ayant obtenu un diplôme d'études secondaires (22 %).
- Bien que le revenu d'emploi soit plus élevé chez les personnes ayant étudié dans un domaine des STGM, un écart d'environ 21 % subsiste entre les immigrantes et les non-immigrantes, qui ont un revenu d'emploi respectif d'environ 46 000 \$ et 58 000 \$ en 2015.
- La charge familiale creuse l'écart entre le revenu d'emploi des immigrantes et celui des non-immigrantes : on note des écarts d'environ 14 % entre les ménages comptant un enfant, de 20 % entre les ménages comptant deux enfants et d'environ 26 % entre les ménages qui comptent trois enfants ou plus. Dans ce dernier cas, le revenu d'emploi en 2015 se fixe à environ 33 000 \$ chez les immigrantes, comparativement à environ 44 000 \$ chez les non-immigrantes.
- En 2015, les immigrantes ayant une durée de résidence de 10 ans et plus ont un revenu d'emploi d'environ 42 000 \$, pour un écart relatif d'environ seulement 6 % avec les non-immigrantes. En comparaison, l'écart se fixe à près de 40 % dans le cas des immigrantes ayant une durée de résidence de moins de 5 ans.
- Entre 2005 et 2015, l'écart entre le revenu moyen d'emploi des immigrantes et celui des non-immigrantes ne s'est pas réduit.
- On note d'ailleurs un accroissement de l'écart entre les immigrantes et les non-immigrantes en matière de revenu d'emploi, surtout chez celles âgées de 35 à 54 ans, chez les immigrantes dont le ménage compte deux enfants et chez celles ayant une durée de résidence de cinq à neuf ans.
- Enfin, l'écart entre le revenu moyen d'emploi des immigrantes et celui des non-immigrantes subsiste en 2015, même si l'on contrôle diverses caractéristiques sociodémographiques et économiques. Celui-ci demeure d'ailleurs élevé pour celles qui ont immigré plus récemment (il y a moins de cinq ans), ce qui révèle encore des difficultés particulières pour les immigrantes sur le marché du travail durant les premières années suivant leur arrivée.

Tableau 1

Taux d'emploi chez les femmes non immigrantes et immigrantes âgées de 25 à 54 ans, Québec, 2016

	Non-immigrantes	Immigrantes	Écart
	%		point de %
Ensemble	83,4	69,0	14,4
25-34 ans	83,2	63,5	19,7
35-44 ans	85,6	68,8	16,8
45-54 ans	81,6	74,0	7,6
Sciences, technologie, génie, mathématiques et sciences informatiques (STGM)	88,4	70,0	18,4
SACHES (non STGM) ¹	88,7	74,3	14,4
Diplôme d'études secondaires	76,4	58,5	17,9
Sans diplôme d'études secondaires	51,8	47,4	4,4
La personne n'est pas le principal soutien du ménage	81,0	63,6	17,4
La personne est le principal soutien du ménage	85,7	77,9	7,8
Personne vivant en couple	86,1	67,5	18,6
Personne ne vivant pas en couple	78,1	72,7	5,4
Aucun enfant dans le ménage	84,7	76,7	8,0
Un enfant dans le ménage	82,4	69,1	13,3
Deux enfants dans le ménage	86,5	69,2	17,3
Trois enfants ou plus dans le ménage	78,1	59,0	19,1
Connaissance de l'anglais seulement	62,9	57,4	5,5
Connaissance du français seulement	80,1	63,4	16,7
Connaissance de l'anglais et du français	86,9	75,4	11,5

1. La catégorie SACHES (non STGM) regroupe les domaines du commerce et de l'administration, les arts et les sciences humaines, les sciences sociales et du comportement, le droit, les professions connexes et l'étude du droit, les soins de santé, l'éducation et l'enseignement ainsi que les métiers, les services, les ressources naturelles et la conservation.

Note : Tous les écarts sont significatifs au seuil de 5 %.

Source : Statistique Canada, Recensement de 2016. Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Les écarts plus marqués dans le groupe des 25-44 ans font écho à ceux observés chez les immigrantes dont le ménage compte des enfants. Comme le révèle le tableau 1, des écarts allant d'environ 13 points de pourcentage (pour les ménages qui comptent un enfant) à près de 20 points de pourcentage (pour les ménages qui comptent 3 enfants ou plus) sont constatés entre les mères issues de l'immigration et celles qui sont nées au Canada. La situation familiale,

mesurée ici par la charge familiale, c'est-à-dire le nombre d'enfants, entraîne des différences dans la présence des immigrantes sur le marché du travail. En 2016, le taux d'emploi chez les immigrantes dont le ménage compte trois enfants ou plus est d'environ 59 %, comparativement à environ 78 % chez les femmes non-immigrantes².

Par ailleurs, en 2016, environ 7 immigrantes sur 10 qui ont fait des études postsecondaires dans les domaines des sciences, de la technologie, du génie, des mathématiques et des sciences informatiques (STGM) occupent un emploi. On constate toutefois un écart de près de 20 points entre le taux d'emploi des immigrantes et celui des non-immigrantes les plus spécialisées. Par contre, le fait d'avoir étudié dans un domaine d'études postsecondaires des

2. Comme le souligne Chicha (2010 : 78), parmi les dimensions relevées dans la littérature qui rendent difficile l'insertion des immigrantes figurent « les stratégies et les obligations familiales qui mettent au second plan la carrière des conjointes immigrées ». Les responsabilités familiales seraient ainsi davantage assumées par les femmes immigrantes, ce qui comprend l'intégration sociale des enfants dans le pays d'accueil (Goudet 2016 : 7). De plus, Ovezza (2015 : 41) fait état d'un accès plus difficile aux services de garde abordables, ce qui limite l'intégration des mères issues de l'immigration au marché du travail. Dans un même ordre d'idées, Boudarbat et Grenier (2014 : 41) mentionnent que ce sont surtout les immigrantes d'origine arabe, sud-asiatique ou asiatique occidentale qui courent un risque plus élevé de ne pas être sur le marché du travail. Ces derniers auteurs mentionnent que cette situation n'est pas propre au Québec, puisque le même phénomène est notamment observé aux États-Unis et en Australie, et qu'il s'expliquerait en partie par le fait que ces immigrantes proviennent de pays où les femmes sont traditionnellement moins enclines à travailler. Boudarbat et Grenier (ibid.) ajoutent également que « plusieurs études attribuent cette situation à des facteurs culturels comme la religion, par exemple ».

SACHES (non STGM)³ réduit cet écart entre les deux groupes : en effet, la différence entre le taux d'emploi des immigrantes et celui des non-immigrantes y est plutôt d'environ 14 points ; les immigrantes affichent même un taux d'emploi supérieur à celui de leurs consœurs ayant fait des études dans le domaine des STGM. On remarque également un écart de 18 points entre le taux d'emploi des immigrantes ayant un diplôme d'études secondaires (DES) et celui des non-immigrantes ayant le même niveau d'études. Par contre, chez les personnes qui n'ont pas de DES, l'écart entre les immigrantes avec les non-immigrantes n'est que d'environ quatre points de pourcentage. Signalons toutefois que dans ces derniers cas, les taux d'emploi demeurent plus faibles.

Le lieu d'obtention du diplôme, la durée de résidence et le statut de minorité visible

La figure 1 illustre les taux d'emploi des immigrantes et des non-immigrantes en fonction du lieu d'obtention du diplôme, de la durée de résidence et du statut de minorité visible. Au chapitre du lieu de d'obtention du diplôme, on note une différence marquée

entre les femmes non-immigrantes et immigrantes. Le taux d'emploi des non-immigrantes ayant obtenu leur plus haut diplôme postsecondaire au Canada s'approche de 90 %, alors que celui des immigrantes ayant un diplôme équivalent, mais provenant de l'étranger s'établit à environ 67 % en 2016. Ainsi, un écart d'environ 22 points de pourcentage est observé. Le lieu d'obtention du plus haut diplôme postsecondaire semble jouer pour beaucoup ici, puisque l'écart noté entre les femmes non immigrantes et les immigrantes ayant obtenu leur plus haut diplôme postsecondaire au Canada est moindre. En effet, ces dernières affichent un taux d'emploi d'environ 80 %, pour un écart d'environ 10 points avec les non-immigrantes⁴.

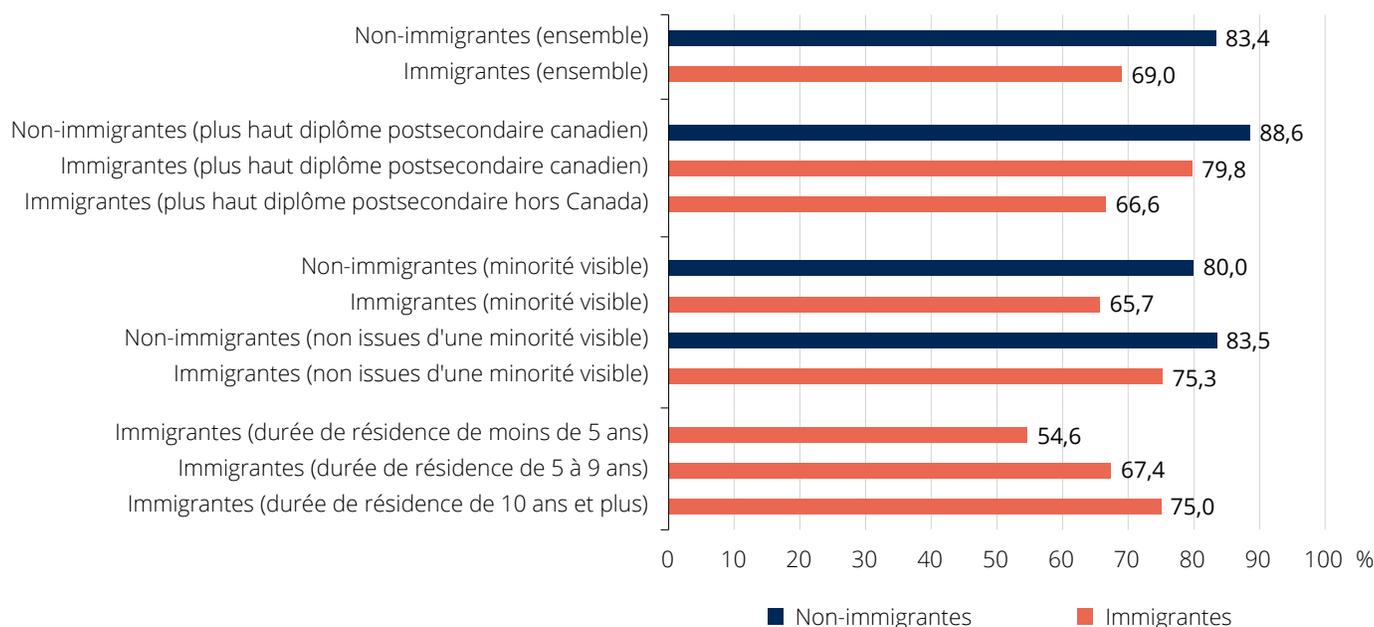
Chez les immigrantes, plus la durée de résidence est longue, plus le taux d'emploi est élevé. En effet, celui-ci est d'environ 55 % lorsque la durée de résidence est de moins de 5 ans, mais grimpe à environ 67 % lorsqu'elle atteint 5 à 9 ans et à 75 % avec une durée de résidence de 10 ans et plus. C'est évidemment dans ce dernier groupe que l'écart avec les femmes non immigrantes est le plus faible, soit d'environ 8 points de pourcentage⁵.

Les données révèlent aussi des différences sur le plan du statut de minorité visible. En effet, le taux d'emploi des femmes immigrantes de 25 à 54 ans ne faisant pas partie d'une minorité visible s'établit à environ 75 % en 2016, comparativement à environ 66 % pour les immigrantes issues d'une minorité visible. Comme on peut le voir, ces deux groupes affichent un écart par rapport à leurs homologues non issues de l'immigration. La différence est d'ailleurs de 14 points de pourcentage pour les personnes issues d'une minorité visible, avec des taux d'emploi de 80,0 % pour les non-immigrantes et de 65,7 % pour les immigrantes, mais se situe à environ 8 points de pourcentage chez les personnes n'étant pas issues d'une minorité visible⁶.

3. La catégorie SACHES (non STGM) regroupe les domaines du commerce et de l'administration, les arts et les sciences humaines, les sciences sociales et du comportement, le droit, les professions connexes et l'étude du droit, les soins de santé, l'éducation et l'enseignement ainsi que les métiers, les services, les ressources naturelles et la conservation.
4. Ces chiffres font ressortir la problématique de la reconnaissance des qualifications étrangères. Chicha (2010 : 78) indique en effet que la non-reconnaissance des qualifications étrangères est l'une des quatre dimensions qui expliquent la difficulté d'intégration des immigrantes au marché du travail. D'autres auteurs comme Ovezea (2015 : 41) indiquent que le retard dans la délivrance des équivalences de diplômes est aussi un facteur qui entrave leur participation au marché du travail. Par ailleurs, la question de la reconnaissance des diplômes et des compétences demeure un enjeu central dans l'intégration des femmes immigrantes, comme le rappelait déjà un rapport de recherche substantiel produit à ce sujet par Action travail des femmes (2009). On y faisait entre autres état de l'incidence de la non-reconnaissance des acquis et des compétences sur les risques de précarité professionnelle, de difficultés de conciliation travail-famille et de dépendance économique accrue envers le conjoint (2009 : 88).
5. Il n'est pas surprenant de voir que le taux d'emploi augmente avec la durée de résidence, sachant que les personnes immigrantes finissent par acquérir de l'expérience sur le marché du travail dans le pays d'accueil. De plus, elles peuvent au fil du temps développer des réseaux professionnels qui leur permettent d'accéder plus facilement à des emplois. Mentionnons aussi qu'une durée de résidence plus longue permet aux personnes immigrantes d'aller chercher des diplômes canadiens susceptibles de favoriser une intégration au marché du travail plus forte et plus durable. À l'opposé, les personnes ayant une durée de résidence assez courte (moins de cinq ans) n'ont pas nécessairement une grande expérience de travail au Canada ni un diplôme du pays d'accueil, ce qui nuit à leur participation au marché du travail.
6. Il existe une vaste littérature sur les minorités visibles et sur leur situation comparative sur le marché du travail, dont notamment Zwysen et Longhi (2016), Malé (2015), Boudarbat et Grenier (2014), Ledent et coll. (2014), Kamanzi (2012), Bastien et Bélanger (2010), Li (2010) et Heath et Cheung (2007).

Figure 1

Taux d'emploi chez les immigrantes et les non-immigrantes âgées de 25 à 54 ans selon le lieu d'obtention du diplôme, le statut de minorité visible et la durée de résidence, Québec, 2016



Source : Statistique Canada, Recensement de 2016. Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Ce que dit la littérature au sujet de l'intégration des immigrantes au marché du travail

Un survol de la littérature permet de constater que la situation des femmes immigrantes sur le marché du travail est généralement moins bonne que celle des hommes immigrants et des femmes nées dans le pays d'accueil (Ovezea 2015 ; Hudon 2015 ; Rose 2013 ; Boudarbat et coll. 2010 ; Action travail des femmes 2009). Elles sont en effet moins présentes sur le marché du travail et lorsqu'elles y sont, elles ont un revenu d'emploi inférieur. Chicha (2010 : 78) a relevé dans la littérature quatre dimensions qui sont en cause dans leur difficulté d'insertion sur le marché du travail : 1) les stratégies et les obligations familiales qui mettent au second plan la carrière des conjointes immigrées ; 2) la non-reconnaissance des qualifications étrangères ; 3) les difficultés d'accès à la formation aux fins de requalification ; 4) les pratiques discriminatoires des entreprises. À ces réalités vécues par les femmes immigrantes, Ovezea (2015 : 41)

ajoute le retard dans la délivrance des équivalences de diplômes, l'accès difficile aux services de garde abordables dû à de longues listes d'attente, la ségrégation professionnelle plus forte chez les femmes immigrantes de même que l'alternance fréquente entre emploi précaire, chômage et formation.

Par ailleurs, la question de la reconnaissance des diplômes et des compétences demeure un enjeu central dans l'intégration des femmes immigrantes, comme l'indiquait déjà un rapport de recherche substantiel sur le sujet produit par Action travail des femmes en 2009. On y faisait entre autres état de l'incidence de la non-reconnaissance des acquis et des compétences sur, entre autres, les risques de précarité professionnelle, de difficultés de conciliation travail-famille et de dépendance économique accrue envers le conjoint (2009 : 88).

La reconnaissance des diplômes est d'ailleurs directement liée au lieu d'obtention du dernier diplôme. Une revue de littérature sur le sujet produite par Ewoudou (2011 : 17-19) indique que de façon générale, les revenus des immigrants se rapprochent davantage de ceux des personnes nées dans le pays d'accueil lorsque leur plus haut diplôme postsecondaire provient de ce pays. Par ailleurs, Uppal et LaRochelle-Côté (2014) ont découvert qu'au Canada, les immigrantes détenant un diplôme universitaire de l'extérieur du Canada ou des États-Unis sont plus souvent surqualifiées pour l'emploi qu'elles occupent que leurs homologues non immigrantes, ce qui peut les amener à toucher des revenus moindres que si elles occupaient un emploi correspondant à leurs qualifications.

Suite à la page 6

Concernant les personnes membres de minorités visibles, qui sont souvent issues de l'immigration (Hudon, 2015 : 10), Rose (2013 ; 2016) indique qu'elles ont une situation défavorable sur le marché du travail, et ont des taux d'activité et d'emploi plus faibles et des revenus plus bas que les personnes non issues des minorités visibles. Selon Rose, ce phénomène touche davantage les femmes.

Sur un autre plan, comme le mentionne Houle (2019 : 2), la maîtrise des langues officielles de la société d'accueil chez les personnes immigrantes est associée à une meilleure intégration économique, et influe positivement sur l'accès à l'emploi et le revenu tiré de celui-ci. Toutefois, même si elles maîtrisent une des langues officielles ou les deux, les personnes immigrantes ont, notamment sur le plan du revenu, une situation moins favorable que les personnes nées au pays. L'étude de Houle montre d'ailleurs qu'en 2015 les femmes immigrantes du Québec ayant le français comme première langue officielle parlée ont proportionnellement déclaré moins de revenu d'emploi de 10 000 \$ ou plus en 2015 que les femmes de la troisième génération (celles dont les deux parents sont nés au Canada) ayant aussi le français comme première langue officielle parlée. On observe un écart d'environ 10 points de pourcentage entre ces deux groupes de femmes, alors que l'écart observé chez les hommes est deux fois moindre (Houle 2009 : 4-5).

Enfin, la durée de résidence des personnes immigrantes joue grandement sur leurs résultats sur le marché du travail. La littérature montre qu'à mesure que celle-ci augmente, l'écart entre les femmes immigrantes et non immigrantes sur le marché du travail tend à s'atténuer, tant sur le plan de

la participation au marché du travail que du revenu d'emploi (Yssaad et Fields 2018 : 14-19 ; Hudon 2015 : 33-35).

Le taux d'emploi et le revenu d'emploi : deux indicateurs clefs de l'intégration des personnes immigrantes

Comme le souligne l'OCDE (2012 : 4), l'intégration des personnes immigrantes au marché du travail, soit le fait d'avoir de bonnes perspectives d'emploi et de carrière, constitue un objectif de premier plan pour s'assurer de leur participation pleine et entière à la société d'accueil. Toutefois, il est bien connu que les personnes issues de l'immigration, en particulier les femmes, rencontrent des obstacles dans leur accès au marché du travail (Comité consultatif femmes 2019 ; Blain et coll. 2018 : 3-5 ; Hudon 2015 ; Antonius et Salib 2014), mais aussi, plus largement, à des emplois bien rémunérés. Par conséquent, deux des indicateurs clefs utilisés afin de mesurer l'intégration des personnes immigrantes sont

le taux d'emploi et le revenu d'emploi (OCDE 2019 ; Yssaad et Fields 2018 ; MIDI 2016 ; Zhu et Bélanger 2010 ; Boudarbat, Boulet et Zhu 2010). Le taux d'emploi et le revenu d'emploi des personnes immigrantes constituent des paramètres de mesure de leur intégration qui nous informent sur leur capacité ou leur difficulté à tirer profit de leur formation et de leur expérience sur le marché du travail. Généralement, les personnes issues de l'immigration affichent un taux de participation plus faible au marché du travail et ont des revenus d'emploi inférieurs à ceux des personnes nées dans la société d'accueil (OCDE 2019 ; Rose 2016, 2013 ; Zhu et Bélanger 2010 ; Boudarbat, Boulet et Zhu 2010). Dans ce dernier cas, cela s'explique notamment par le fait qu'elles sont plus souvent surqualifiées pour leur emploi (Lu et Hou 2019 ; Hou, Lu et Schimmele 2019 : 22 ; MICC 2013), qui exige des qualifications moindres que les leurs (OCDE 2019 : 88 ; Hou, Lu et Schimmele 2019) et qu'elles sont donc moins bien rémunérées.



Photo : Christina @ wocintechchat.com / Unsplash.com

L'évolution des taux d'emploi chez les femmes immigrantes et non immigrantes entre 2006 et 2016

Il est intéressant de comparer l'évolution des taux d'emploi des femmes immigrantes et non immigrantes afin de voir s'il y a des changements dans la participation de ces groupes au marché du travail. Un accroissement plus marqué de la participation des immigrantes pourrait d'ailleurs avoir réduit l'écart entre elles et les femmes nées au Canada. Le tableau 2 donne de l'information à cet égard.

Les résultats montrent qu'il y a eu un accroissement du taux d'emploi à la fois chez les immigrantes et chez les non-immigrantes entre 2006 et 2016. Dans l'ensemble, la hausse observée est du même ordre dans les deux groupes, soit de près de cinq points de pourcentage. L'écart entre les immigrantes et les non-immigrantes demeure donc sensiblement le même, s'établissant à environ 14 points de pourcentage.

L'analyse détaillée montre que l'écart entre les immigrantes et les non-immigrantes n'a augmenté de manière appréciable que

dans un groupe. En effet, chez les personnes issues de minorités visibles, l'écart entre les taux d'emploi est passé d'environ 8 points de pourcentage à 14 entre 2006 et 2016. Cette situation s'explique par le fait que les femmes non immigrantes issues de minorités visibles ont vu leur taux d'emploi augmenter d'environ 12 points durant la période visée pour s'établir à environ 80 %, alors que du côté des immigrantes, le taux d'emploi a augmenté deux fois moins rapidement, passant d'environ 60 % à environ 66 %.

Tableau 2

Taux d'emploi chez les femmes non immigrantes et immigrantes âgées de 25 à 54 ans, selon diverses caractéristiques, Québec, 2006 et 2016

	Non-immigrantes		Immigrantes		Écart	
	2006	2016	2006	2016	2006	2016
	%				point de %	
Ensemble	78,7	83,4	64,4	69,0	14,3	14,4
25-34 ans	79,7	83,2	59,5	63,5	20,2	19,7
35-44 ans	80,6	85,6	64,9	68,8	15,7	16,8
45-54 ans	76,3	81,6	68,3	74,0	8,0	7,6
Sciences, technologie, génie, mathématiques et sciences informatiques (STGM)	85,7	88,4	65,6	70,0	20,1	18,4
SACHES (non STGM) ¹	85,5	88,7	70,8	74,3	14,7	14,4
Diplôme d'études secondaires	75,1	76,4	55,6	58,5	19,5	17,9
Sans diplôme d'études secondaires	51,4	51,8	45,6	47,4	5,8	4,4
Aucun enfant dans le ménage	80,6	84,7	72,8	76,7	7,8	8,0
Un enfant dans le ménage	78,2	82,4	63,5	69,1	14,7	13,3
Deux enfants dans le ménage	80,3	86,5	64,5	69,2	15,8	17,3
Trois enfants ou plus dans le ménage	71,3	78,1	54,4	59,0	16,9	19,1
Plus haut diplôme postsecondaire (Canada)	85,6	88,6	77,8	79,8	7,8	8,8
Plus haut diplôme postsecondaire (hors Canada) ²	..	..	61,8	66,6	23,8	22,0
Durée de résidence de moins de 5 ans ³	..	..	50,0	54,6	28,7	28,8
Durée de résidence de 5 à 9 ans ³	..	..	63,3	67,4	15,4	16,0
Durée de résidence de 10 ans et plus ³	..	..	70,3	75,0	8,4	8,4
Minorité visible	67,8	80,0	60,0	65,7	7,8	14,3
Non issue d'une minorité visible	79,0	83,5	70,3	75,3	8,7	8,2

.. : N'ayant pas lieu de figurer.

1. La catégorie SACHES (non STGM) regroupe les domaines du commerce et de l'administration, les arts et les sciences humaines, les sciences sociales et du comportement, le droit, les professions connexes et l'étude du droit, les soins de santé, l'éducation et l'enseignement ainsi que les métiers, les services, les ressources naturelles et la conservation.
2. Pour cette catégorie, l'écart est calculé par rapport aux non-immigrantes ayant un diplôme postsecondaire canadien.
3. Pour ces catégories, l'écart est calculé par rapport à l'ensemble des non-immigrantes.

Note : Tous les écarts en 2006 et 2016 sont significatifs entre les femmes immigrantes et les femmes non-immigrantes au seuil de 5 %.

Source : Statistique Canada, Recensement de 2016. Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Les différences selon le sexe et le statut migratoire

Une autre façon d'analyser le taux d'emploi des femmes immigrantes et non immigrantes est de le comparer à celui des hommes. Le tableau 3 donne des informations à cet effet. On constate que pour l'ensemble des personnes de 25 à 54 ans, un écart d'environ 13 points de pourcentage sépare les femmes immigrantes (69 %) de leurs homologues masculins (82,1 %). Ce résultat contraste avec celui observé chez les personnes non immigrantes, où l'écart entre les femmes et les hommes est faible. En 2016, le

taux d'emploi des hommes non immigrants se situait à environ 85 %, et celui des femmes du même groupe à environ 83 %.

Peu importe la sous-population analysée, l'écart entre les sexes est toujours plus marqué chez les personnes immigrantes que chez les personnes non immigrantes. C'est en particulier le cas chez les 25-44 ans, chez les personnes possédant une formation en STGM, un diplôme postsecondaire de l'étranger ou un DES, et chez les personnes qui n'ont pas de DES. C'est aussi le cas chez les personnes qui ont des responsabilités familiales et chez celles qui maîtrisent

seulement une des deux langues officielles. En outre, le taux d'emploi des femmes immigrantes ayant une durée de résidence de moins de 5 ans est inférieur de 20 points à celui des hommes immigrants en 2016.

Les données du tableau 3 indiquent par ailleurs des écarts plus limités entre les hommes immigrants et non immigrants qu'entre les femmes immigrantes et non immigrantes. La situation en matière de participation au marché du travail est donc manifestement moins favorable pour les femmes issues de l'immigration.

Tableau 3

Écart entre le taux d'emploi des femmes et celui des hommes, selon le statut migratoire et diverses caractéristiques, personnes âgées de 25 à 54 ans, Québec, 2016

	Personnes non immigrantes			Personnes immigrantes		
	Femmes	Hommes	Écart (f-h)	Femmes	Hommes	Écart (f-h)
	%		point de %	%		point de %
Ensemble	83,4	84,8	- 1,4	69,0	82,1	- 13,1
25-34 ans	83,2	84,0	- 0,8	63,5	79,5	- 16,0
35-44 ans	85,6	87,1	- 1,5	68,8	82,9	- 14,1
45-54 ans	81,6	83,5	- 1,9	74,0	83,1	- 9,1
Sciences, technologie, génie, mathématiques et sciences informatiques (STGM)	88,4	91,5	- 3,0	70,0	84,8	- 14,8
SACHES (non STGM) ¹	88,7	88,8	- 0,1 †	74,3	83,9	- 9,6
Diplôme d'études secondaires	76,4	82,1	- 5,7	58,5	78,5	- 20,0
Sans diplôme d'études secondaires	51,8	65,6	- 13,8	47,4	71,0	- 23,6
Aucun enfant dans le ménage	84,7	83,8	0,8	76,7	82,0	- 5,3
Un enfant dans le ménage	82,4	82,4	0,0	69,1	82,4	- 13,3
Deux enfants dans le ménage	86,5	90,8	- 4,3	69,2	84,9	- 15,7
Trois enfants ou plus dans le ménage	78,1	89,3	- 11,2	59,0	80,8	- 21,8
Plus haut diplôme postsecondaire (Canada)	88,6	89,4	- 0,8	79,8	85,1	- 5,3
Plus haut diplôme postsecondaire (hors Canada)	..	..	..	66,6	83,4	- 16,8
Durée de résidence de moins de 5 ans	..	..	..	54,6	75,6	- 21,0
Durée de résidence de 5 à 9 ans	..	..	..	67,4	84,1	- 16,7
Durée de résidence de 10 ans et plus	..	..	..	75,0	83,8	- 8,8
Minorité visible	80,0	78,6	1,4 †	65,7	79,9	- 14,2
Non issue d'une minorité visible	83,5	85,0	- 1,5	75,3	86,0	- 10,7
Connaissance de l'anglais seulement	62,9	67,6	- 4,7	57,4	77,0	- 19,6
Connaissance du français seulement	80,1	80,7	- 0,6	63,4	79,3	- 15,9
Connaissance de l'anglais et du français	86,9	88,1	- 1,3	75,4	84,4	- 9,0

.. : N'ayant pas lieu de figurer.

† Écart statistiquement non significatif au seuil de 5 %.

1. La catégorie SACHES (non STGM) regroupe les domaines du commerce et de l'administration, les arts et les sciences humaines, les sciences sociales et du comportement, le droit, les professions connexes et l'étude du droit, les soins de santé, l'éducation et l'enseignement ainsi que les métiers, les services, les ressources naturelles et la conservation.

Source : Statistique Canada, Recensement de 2016. Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Les différences de composition entre les immigrantes et les non-immigrantes sur le marché du travail

Au-delà de la participation au marché du travail, il est pertinent de voir en quoi certaines caractéristiques de la main-d'œuvre et des emplois diffèrent selon les populations comparées. Cela est d'autant plus utile lorsqu'on veut comprendre certains écarts au chapitre des gains d'emploi, qui est l'aspect traité dans la prochaine section.

Le tableau 4 montre que l'on retrouve une plus grande proportion de travailleuses non immigrantes que de travailleuses immigrantes dans le groupe d'âge des 25-34 ans, alors que c'est l'inverse chez les 35-44 ans. Il y a donc des différences de composition sur le plan de l'âge entre les deux groupes comparés.

Les résultats selon le plus haut niveau d'études obtenu montrent que les immigrantes en emploi ont un profil différent des non-immigrantes puisqu'elles sont plus nombreuses à avoir une formation universitaire (baccalauréat ou plus). En 2016, près de 45 % d'entre elles ont une formation universitaire, comparativement à environ 33 % des non-immigrantes.

Ces dernières sont d'ailleurs plus fréquemment détentrices d'un certificat ou d'un diplôme d'un collège ou d'un cégep (25 % c. 18 %), et sont plus nombreuses à avoir un

certificat ou diplôme d'apprenti ou d'une école de métiers comme plus haut niveau d'études atteint (18 % c. 12 %). En somme, le profil de scolarité diffère à plus d'un titre entre les femmes immigrantes et les femmes non immigrantes sur le marché du travail.

On constate également des différences quant au domaine et au niveau d'études. Les immigrantes en emploi sont plus nombreuses à détenir une formation postsecondaire dans le domaine des STGM. Près de 13 % d'entre elles ont suivi une telle formation, un taux deux fois plus élevé que chez les non-immigrantes. En revanche, ces dernières ont davantage un profil SACHES, mais elles sont aussi un peu plus souvent détentrices d'un DES.

Sans surprise, le lieu des études diffère grandement entre les non-immigrantes et les immigrantes. Environ 45 % de ces dernières ont obtenu leur plus haut diplôme postsecondaire au Canada, et environ le tiers l'ont obtenu à l'étranger. Il y a donc des distinctions entre les deux groupes pour ce qui est du lieu des études.

La connaissance des langues officielles est un autre facteur de différenciation entre les immigrantes et les non-immigrantes sur le

marché du travail. Au total, 12 % des immigrantes ont indiqué maîtriser uniquement l'anglais comme langue officielle, contre 1 % des femmes non immigrantes. Elles ont indiqué également plus souvent maîtriser les deux langues officielles (l'anglais et le français), tandis que les non-immigrantes ont déclaré maîtriser le français seulement dans une proportion plus élevée (44 % c. 30 %). La variable « langue » montre ainsi des différences de composition dans l'emploi entre les femmes immigrantes et celles nées au Canada. Par ailleurs, une plus grande proportion de non-immigrantes ont déclaré être le principal soutien de leur ménage.

Sur le marché du travail, les femmes immigrantes sont plus susceptibles d'avoir travaillé principalement à temps partiel en 2015. C'est le cas de 20 % d'entre elles, comparativement à environ 16 % du côté des non-immigrantes. Le niveau de compétence de l'emploi occupé est également différent selon le groupe ; les femmes non immigrantes occupent davantage des emplois professionnels, de gestion ou de niveau technique (niveau de compétence B), alors que les immigrantes occupent plus souvent des emplois exigeant une compétence moindre.

Enfin, pour ce qui est des regroupements d'industries, des différences de composition sont aussi observées entre les deux groupes.



Photo : Alexander Suhorucov / Pexels.com

Tableau 4

Répartition de l'emploi des femmes non immigrantes et immigrantes âgées de 25 à 54 ans selon diverses caractéristiques, Québec, 2016

	Non-immigrantes	Immigrantes
	%	
25-34 ans	31,6	26,1
35-44 ans	32,5	39,5
45-54 ans	35,9	34,4
Aucun certificat, diplôme ou grade	5,7	6,4
Diplôme d'études secondaires ou attestation d'équivalence	13,8	12,2
Certificat ou diplôme d'apprenti ou d'une école de métiers	18,2	12,3
Certificat ou diplôme d'un collège, d'un cégep ou d'un autre établissement non universitaire	25,2	18,1
Certificat ou diplôme universitaire inférieur au baccalauréat	4,5	6,2
Certificat, diplôme ou grade universitaire au niveau du baccalauréat ou supérieur	32,6	44,8
Sciences, technologie, génie, mathématiques et sciences informatiques (STGM)	5,8	12,8
SACHES (non STGM) ¹	74,6	68,6
Diplôme d'études secondaires	13,8	12,2
Sans diplôme d'études secondaires	5,7	6,4
Plus haut diplôme postsecondaire (Canada)	80,4	46,8
Plus haut diplôme postsecondaire (hors Canada)	..	34,6
Certificat, diplôme ou grade inférieur au niveau postsecondaire	19,6	18,6
Anglais seulement	1,3	11,6
Français seulement	43,5	30,0
Anglais et français	55,2	58,3
N'est pas le principal soutien du ménage	47,6	57,4
Est le principal soutien du ménage	52,4	42,6
A travaillé principalement des semaines à temps plein en 2015	84,3	80,1
A travaillé principalement des semaines à temps partiel en 2015	15,7	19,9
Niveau de compétence A (Gestionnaires)	9,2	7,7
Niveau de compétence A (Professionnels)	26,9	24,2
Niveau de compétence B (Collège ou formation d'apprenti)	35,3	31,6
Niveau de compétence C (École secondaire ou formation d'emploi spécifique)	22,3	27,1
Niveau de compétence D (Formation en milieu de travail)	6,4	9,4
Services à la population ²	45,1	40,7
Finances et services professionnels	13,4	15,4
Autres services	31,7	34,7
Secteur des biens	9,8	9,2

.. : N'ayant pas lieu de figurer.

1. La catégorie SACHES (non STGM) regroupe les domaines du commerce et de l'administration, les arts et les sciences humaines, les sciences sociales et du comportement, le droit, les professions connexes et l'étude du droit, les soins de santé, l'éducation et l'enseignement ainsi que les métiers, les services, les ressources naturelles et la conservation.
2. Les services à la population comprennent les industries des services d'enseignement, de soins de santé et de l'assistance sociale ainsi que des administrations publiques.

Note : Toutes les proportions estimées chez les femmes non-immigrantes sont significativement différentes de celles des immigrantes au seuil de 5 %.

Source : Statistique Canada, Recensement de 2016. Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

En résumé

L'analyse de la participation au marché du travail chez les personnes de 25 à 54 ans révèle qu'il y a presque toujours des écarts entre les immigrantes et les non-immigrantes. Les plus importants ont été observés chez les 25-44 ans, soit le groupe d'âge où les responsabilités familiales sont les plus marquées. D'ailleurs, on a pu constater des écarts chez les personnes vivant dans un ménage comptant deux enfants ou plus. Le domaine et le niveau d'études sont aussi des dimensions où on observe des écarts entre le taux d'emploi des immigrantes et des non-immigrantes. Le fait d'avoir obtenu son plus haut diplôme dans le domaine des STGM ressort de l'analyse. Parmi les autres facteurs associés à des écarts entre le taux d'emploi des non-immigrantes et celui des immigrantes, mentionnons l'obtention du plus haut diplôme postsecondaire à l'étranger, une durée de résidence de moins de 10 ans et l'appartenance à une minorité visible. On peut imaginer que le cumul de tous ces facteurs multiplie les contraintes à la participation des immigrantes au marché du travail. Ainsi, le fait d'être à la fois âgée de 25 à 44 ans, d'avoir des enfants, de détenir un diplôme postsecondaire de l'extérieur du Canada, d'avoir une durée de résidence limitée et de faire partie d'une minorité visible rend l'intégration au marché du travail particulièrement difficile pour les femmes immigrantes. Soulignons toutefois que la situation des femmes immigrantes s'est tout de même améliorée entre 2006 et 2016, puisque leur taux d'emploi, comme on l'a vu, a augmenté dans plusieurs des sous-groupes étudiés (âge, domaine d'études, situation familiale, lieu de diplomation, durée de résidence et statut de minorité visible). Toutefois, en parallèle, les non-immigrantes ont aussi connu un accroissement de leur taux d'emploi ; il n'y a donc pas eu de réduction de l'écart entre elles et les immigrantes.

Les taux d'emploi selon le statut migratoire diffèrent-ils dans les régions au Canada ?

Le taux d'emploi chez les immigrantes de 25 à 54 ans est plus élevé dans les autres principales régions canadiennes qu'au Québec en 2016. Avec un taux d'environ 69 %, les immigrantes du Québec ont un écart de 2,5 à 5 points de pourcentage avec celles des autres régions canadiennes. Pour ce qui est des non-immigrantes de 25 à 54 ans, la situation est plutôt à l'avantage du Québec ; ces dernières affichent en effet un taux d'emploi d'environ 83 %, ce qui est plus élevé d'environ 3,5 à 7 points de pourcentage que celui des autres régions.

Par ailleurs, lorsqu'on regarde l'écart entre les taux d'emploi des immigrantes et des non-immigrantes, on constate que c'est au Québec qu'il est le plus élevé (environ 14 points de pourcentage), alors qu'il est d'environ 8 points en Ontario, et qu'il est même inférieur dans les autres régions analysées.

Suite à la page 12

Tableau 5

Taux d'emploi des femmes non immigrantes et immigrantes âgées de 25 à 54 ans et de 55 ans et plus, selon la région, Canada, 2016

	25-54 ans	55 ans et plus
	%	
Québec		
Non-immigrantes	83,4	26,9
Immigrantes	69,0	29,1
Écart (en points de %)	14,4	- 2,2
Écart en %	17,3	- 8,2
Ontario		
Non-immigrantes	79,9	32,1
Immigrantes	71,5	30,1
Écart (en points de %)	8,4	2,0
Écart en %	10,5	6,2
Alberta		
Non-immigrantes	76,0	38,3
Immigrantes	72,9	36,8
Écart (en points de %)	3,0	1,5
Écart en %	4,0	3,9
Colombie-Britannique		
Non-immigrantes	78,3	32,3
Immigrantes	73,9	29,9
Écart (en points de %)	4,4	2,4
Écart en %	5,6	7,4

Note : Tous les écarts sont significatifs au seuil de 5 %.

Source : Statistique Canada, Recensement de 2016. Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Par ailleurs, la comparaison entre les sexes a fait ressortir un aspect singulier des femmes immigrantes sur le marché du travail. En effet, dans la population immigrante, les écarts sur le plan du taux d'emploi entre les hommes et les femmes sont plus marqués que dans la population non immigrante.

Enfin, comme on l'a vu, il y a des différences de composition de la main-d'œuvre et de l'emploi à plus d'un égard entre les non-immigrantes et les immigrantes, ce qui peut aussi jouer sur l'intégration au marché du travail, mais aussi, plus largement, sur le revenu d'emploi.



Photo : Alexander Suhorucov / Pexels.com

Chez les 55 ans et plus, c'est plutôt le contraire qui se produit au Québec ; les immigrantes affichent un taux supérieur d'environ 2 points de pourcentage à celui des non-immigrantes, pour des taux respectifs de 29,1 % et 26,9 %. La situation dans les autres régions montre au contraire un écart entre les immigrantes et les non-immigrantes d'environ 2 points.

Par ailleurs, l'écart entre le taux d'emploi des immigrantes vivant au Québec et celles des autres régions comparées se confirme également pour ce qui est des personnes âgées de 55 ans et plus. L'écart le plus important est avec l'Alberta, où le taux d'emploi des immigrantes est de près de 37 %, soit presque 8 points de pourcentage de plus qu'au Québec. Enfin, contrairement à ce qui prévaut chez les 25-54 ans, le taux d'emploi des non-immigrantes du Québec de 55 ans et plus demeure inférieur à celui des autres régions comparées, en particulier l'Alberta.

L'écart entre le taux d'emploi des femmes et celui des hommes selon le statut migratoire varie-t-il selon les régions au Canada ?

La comparaison de l'écart du taux d'emploi entre les femmes et les hommes selon le statut migratoire dans les régions principales du Canada montre que celui-ci est toujours plus marqué chez les personnes immigrantes. Les écarts notés sont d'ailleurs relativement similaires au Québec et ailleurs au Canada, variant de 12 points de pourcentage pour l'Alberta à 14 points de pourcentage pour l'Ontario. Par ailleurs, le Québec présente le plus faible écart entre le taux d'emploi des femmes et celui des hommes qui ne sont pas issus de l'immigration. Celui-ci demeure faible, soit d'un peu plus d'un point de pourcentage au Québec, mais se situe entre 5 et 7 points de pourcentage dans les autres régions.

Tableau 6

Écart entre le taux d'emploi des femmes et celui des hommes selon le statut migratoire, personnes âgées de 25 à 54 ans et de 55 ans et plus, selon la région, Canada, 2016

	25-54 ans	55 ans et plus
	point de %	
Québec		
Non-immigrantes	- 1,4	- 8,6
Immigrantes	- 13,1	- 9,9
Ontario		
Non-immigrantes	- 4,4	- 8,5
Immigrantes	- 14,1	- 10,5
Alberta		
Non-immigrantes	- 7,4	- 10,0
Immigrantes	- 12,4	- 8,9
Colombie-Britannique		
Non-immigrantes	- 5,7	- 7,8
Immigrantes	- 13,1	- 8,0

Note : Tous les écarts sont significatifs au seuil de 5 %.

Source : Statistique Canada, Recensement de 2016. Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Revenu d'emploi

Chez les femmes en emploi de 25 à 54 ans, le revenu moyen d'emploi des immigrantes se chiffre à environ 37 000 \$ en 2015 (tableau 7), soit 7 500 \$ de moins que le revenu moyen d'emploi des femmes nées au Canada qui, la même année, ont touché en moyenne 45 000 \$. En termes relatifs, cet écart est d'environ 17 %. L'écart le plus important s'observe dans le groupe des 35-44 ans (environ 23 %).

Les immigrantes et les non-immigrantes issues des mêmes domaines d'études présentent des écarts sur le plan des revenus d'emploi, dont un écart d'environ 21 % chez celles ayant fait des études dans le domaine des STGM. Dans ce groupe, le revenu d'emploi des immigrantes en 2015 se chiffre à près de 46 000 \$, comparativement à environ 58 000 \$ chez les femmes non immigrantes. L'écart relatif entre les immigrantes et les non-immigrantes ayant étudié dans le domaine des SACHES est légèrement inférieur, soit d'environ 18 %. Toutefois, dans ce

dernier cas, les revenus d'emploi sont moins élevés. Par ailleurs, on note un écart d'environ 22 % entre les femmes immigrantes et les femmes non immigrantes qui ont fait des études secondaires. Il existe donc des disparités entre les deux groupes même chez celles qui ont un niveau d'études moindre, et celles-ci sont plus élevées qu'entre les immigrantes et les non-immigrantes plus scolarisées. C'est toutefois chez les personnes peu scolarisées (sans DES) que l'écart est le plus faible.

Tableau 7

Revenu d'emploi chez les femmes non immigrantes et immigrantes âgées de 25 à 54 ans, selon le groupe d'âge, le domaine et le niveau d'études, le soutien au ménage, l'état matrimonial, la situation familiale et la connaissance des langues officielles, Québec, 2015

	Non-immigrantes	Immigrantes	Écart	Écart
	\$			%
Ensemble	44 643	37 095	7 548	16,9
25-34 ans	35 085	30 526	4 559	13,0
35-44 ans	48 067	37 180	10 887	22,6
45-54 ans	49 944	41 983	7 961	15,9
Sciences, technologie, génie, mathématiques et sciences informatiques (STGM)	58 214	46 102	12 112	20,8
SACHES (non STGM) ¹	47 026	38 659	8 367	17,8
Diplôme d'études secondaires	34 469	26 872	7 597	22,0
Sans diplôme d'études secondaires	24 457	21 701	2 756	11,3
La personne n'est pas le principal soutien du ménage	42 059	34 122	7 937	18,9
La personne est le principal soutien du ménage	46 988	41 103	5 885	12,5
Personne vivant en couple	45 584	36 877	8 707	19,1
Personne ne vivant pas en couple	42 571	37 603	4 968	11,7
Aucun enfant dans le ménage	45 560	40 636	4 924	10,8
Un enfant dans le ménage	41 743	36 117	5 626	13,5
Deux enfants dans le ménage	47 523	38 268	9 255	19,5
Trois enfants ou plus dans le ménage	44 465	32 902	11 563	26,0
Connaissance de l'anglais seulement	39 268	29 564	9 704	24,7
Connaissance du français seulement	37 623	28 884	8 739	23,2
Connaissance de l'anglais et du français	50 298	42 823	7 475	14,9

1. La catégorie SACHES (non STGM) regroupe les domaines du commerce et de l'administration, les arts et les sciences humaines, les sciences sociales et du comportement, le droit, les professions connexes et l'étude du droit, les soins de santé, l'éducation et l'enseignement ainsi que les métiers, les services, les ressources naturelles et la conservation.

Note : Les données sur les revenus d'emplois sont arrondies à la centaine près et portent sur l'année 2015. Tous les écarts sont statistiquement significatifs au seuil de 5 %.

Source : Statistique Canada, Recensement de 2016. Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Les responsabilités familiales entraînent aussi des différences entre le revenu moyen d'emploi des immigrantes et celui des non-immigrantes. Ainsi, les données indiquent que la présence et le nombre d'enfants dans le ménage sont associés à des écarts de revenu qui varient. Par exemple, cet écart est d'environ 11 % chez les immigrantes qui n'ont aucun enfant dans leur ménage. L'écart grimpe à environ 14 % avec un enfant, à environ 20 % avec deux enfants et à environ 26 % avec trois enfants ou plus. En outre, on note que le revenu d'emploi chez les immigrantes ayant trois enfants ou plus dans leur ménage est d'environ 33 000 \$ en 2015, comparativement à environ 44 000 \$ chez les non-immigrantes.

La question de la connaissance des langues officielles ressort aussi de l'analyse. Chez les personnes ayant indiqué maîtriser seulement l'anglais comme langue officielle, on note un écart relatif d'environ 25 % entre les non-immigrantes et les immigrantes. Le revenu d'emploi de ces dernières est d'environ 30 000 \$ en 2015, comparativement à environ 39 000 \$ pour les non-immigrantes, ce qui tranche avec les personnes ayant déclaré maîtriser l'anglais et le français. En effet, comme le montre le tableau 7, la différence de revenus en pourcentage est de l'ordre de 15 % entre les deux groupes.

Cet écart moindre s'accompagne aussi de revenus d'emploi plus élevés. En 2015, les immigrantes déclarant maîtriser les deux langues officielles ont un revenu d'emploi d'environ 43 000 \$. Ce revenu baisse toutefois à environ 29 000 \$ chez les immigrantes qui indiquent maîtriser le français seulement. L'écart entre ces dernières et les non-immigrantes se situe à environ 23 % en 2015.

Le lieu des études, la durée de résidence et le statut de minorité visible

Les données du tableau 8 indiquent que l'écart de revenu d'emploi est environ deux fois et demie plus élevé lorsque les immigrantes ont acquis leur dernier diplôme postsecondaire à l'étranger que lorsque celui-ci provient du Canada. En 2015, cet écart est d'environ 26 % dans le premier groupe, comparativement à seulement environ 10 % dans le deuxième, avec des revenus d'emploi respectifs de 35 000 \$ et 43 000 \$ chez les immigrantes en 2015. En comparaison, ce revenu se situe à environ 48 000 \$ chez les non-immigrantes.

Sans surprise, la durée de résidence est associée à des écarts de revenu décroissants entre les immigrantes et les non-immigrantes. En effet, un écart de revenu d'emploi d'environ 40 % sépare les immigrantes ayant une durée de résidence de moins de 5 ans et les non-immigrantes. Dans ce groupe, les immigrantes ont déclaré un revenu moyen d'emploi de près de seulement 27 000 \$ en 2015, comparativement à environ 45 000 \$ pour les non-immigrantes. On observe un écart moindre, mais notable (environ 30 %) chez les immigrantes ayant une durée de résidence de 5 à 9 ans. Toutefois, cet écart s'estompe chez les immigrantes ayant une durée de résidence plus longue. En effet, l'écart de revenu d'emploi est d'environ seulement 6 % entre les non-immigrantes et les immigrantes ayant une durée de résidence de 10 ans et plus. En 2015, les immigrantes ayant la plus longue durée de résidence ont déclaré un revenu moyen d'emploi d'environ 42 000 \$. Les différences plus marquées entre les groupes qui ont une durée de résidence de moins de 10 ans pourraient s'expliquer en partie par le fait que les immigrantes sont généralement plus jeunes que les non-immigrantes, et qu'elles ont une expérience de travail moindre, au Québec ou ailleurs au Canada.

Tableau 8

Revenu d'emploi chez les femmes non immigrantes et immigrantes âgées de 25 à 54 ans, selon le lieu d'obtention du diplôme, la durée de résidence et le statut de minorité visible, Québec, 2015

	Non-immigrantes	Immigrantes	Écart	Écart
		\$		%
Ensemble	44 643	37 095	7 548	16,9
Plus haut diplôme postsecondaire canadien	47 835	43 149	4 686	9,8
Plus haut diplôme postsecondaire hors Canada ¹	..	35 351	12 484	26,1
Durée de résidence de moins de 5 ans ²	..	26 858	17 785	39,8
Durée de résidence de 5 à 9 ans ²	..	31 211	13 432	30,1
Durée de résidence de 10 ans et plus ²	..	41 926	2 717	6,1
Minorité visible	42 920	33 241	9 679	22,6
Non issues d'une minorité visible	44 687	43 749	938	2,1 [†]

... : N'ayant pas lieu de figurer.

† : Écart non significatif au seuil de 5 %.

1. Pour cette catégorie, la comparaison est faite par rapport aux non-immigrantes ayant un diplôme postsecondaire canadien.

2. Pour cette catégorie, la comparaison est faite par rapport à l'ensemble des non-immigrantes.

Note : Les données sur les revenus d'emplois sont arrondies à la centaine près et portent sur l'année 2015.

Source : Statistique Canada, Recensement de 2016. Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Enfin, comme le révèle le tableau 8, l'appartenance à une minorité visible est associée à un écart entre les immigrantes et les non-immigrantes en matière de revenu d'emploi. En 2015, les immigrantes issues d'une minorité visible ont obtenu un revenu d'emploi d'environ 33 000 \$, une différence d'environ 23 % par rapport au revenu des non-immigrantes. Par contre, on ne constate pas d'écart significatif entre les immigrantes n'appartenant pas à une minorité visible et les non-immigrantes. En effet, les immigrantes de ce groupe affichent un revenu d'emploi d'environ 44 000 \$ en 2015.

L'évolution de l'écart de revenu d'emploi entre les immigrantes et les non-immigrantes de 2005 à 2015

De façon générale, l'écart brut de revenu d'emploi en pourcentage entre les immigrantes et les non-immigrantes s'est quelque peu accru, soit d'environ deux points de pourcentage, entre 2005 et 2015 (tableau 9). Ce résultat semble s'expliquer par des accroissements plus importants dans certaines catégories, en particulier chez les 35-54 ans, chez les personnes moins scolarisées, chez celles dont le ménage compte des enfants, chez celles ayant obtenu leur plus haut diplôme postsecondaire au Canada et chez celles ayant une durée de résidence de 5 à 9 ans.

En effet, l'écart a augmenté d'environ 5 points de pourcentage entre les immigrantes et les non-immigrantes de 35 à 44 ans, et se fixe à environ 23 % en 2015. Cet écart est inférieur chez les 45-54 ans, où il s'est accru d'environ 3 points de pourcentage durant la période visée. Il en va de même pour les personnes moins scolarisées, chez qui l'écart entre immigrantes et non-immigrantes a crû de trois points. Par contre, les données indiquent que l'écart s'est quelque peu résorbé chez les immigrantes ayant une formation postsecondaire du domaine des STGM (sciences, technologie, génie, mathématiques et sciences informatiques), en passant d'environ 23 % à 21 %, ce qui va de pair avec le fait qu'il y a eu aussi une baisse chez les personnes n'ayant pas de responsabilités familiales.

Tableau 9

Écart de revenu d'emploi entre les non-immigrantes et les immigrantes âgées de 25 à 54 ans, selon diverses caractéristiques, Québec, 2005 et 2015

	2005	2015
	%	
Ensemble	15,0	16,9
25-34 ans	13,9	13,0
35-44 ans	17,9	22,7
45-54 ans	12,7	15,9
Sciences, technologie, génie, mathématiques et sciences informatiques (STGM)	23,1	20,8
SACHES (non STGM) ¹	16,6	17,8
Diplôme d'études secondaires	18,7	22,0
Sans diplôme d'études secondaires	8,0	11,3
Aucun enfant dans le ménage	13,2	10,8
Un enfant dans le ménage	10,1	13,5
Deux enfants dans le ménage	13,5	19,5
Trois enfants et plus dans le ménage	23,2	26,0
Plus haut diplôme postsecondaire canadien	6,1	9,8
Plus haut diplôme postsecondaire (hors Canada) ²	29,1	26,1
Durée de résidence de moins de 5 ans ³	41,4	39,8
Durée de résidence de 5 à 9 ans ³	24,1	30,1
Durée de résidence de 10 ans et plus ³	5,4	6,1
Minorité visible	19,5	22,6
Non issues d'une minorité visible	3,4	2,1 [†]

† : Écart non significatif au seuil de 5 %.

1. La catégorie SACHES (non STGM) regroupe les domaines du commerce et de l'administration, les arts et les sciences humaines, les sciences sociales et du comportement, le droit, les professions connexes et l'étude du droit, les soins de santé, l'éducation et l'enseignement ainsi que les métiers, les services, les ressources naturelles et la conservation.
2. Pour cette catégorie, la comparaison est faite par rapport aux non-immigrantes ayant un diplôme postsecondaire canadien.
3. Pour cette catégorie, la comparaison est faite par rapport à l'ensemble des non-immigrantes.

Note : Aucun test statistique n'a été fait entre les écarts de 2015 et les écarts de 2005.

Source : Statistique Canada, Recensement de 2016. Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Concernant la situation familiale, les résultats montrent que chez les femmes dont le ménage compte deux enfants, l'écart s'est accru d'environ 6 points durant la période visée pour s'établir à environ 20 % en 2015. Celui-ci demeure cependant inférieur à celui observé chez les personnes dont le ménage compte trois enfants et plus (environ 26 %).

Du côté du lieu d'obtention du plus haut diplôme postsecondaire, on observe une tendance divergente. En effet, l'écart entre les immigrantes et les non-immigrantes s'accroît de près de quatre points lorsqu'elles ont un diplôme canadien, alors qu'une réduction de l'écart de trois points est observée lorsque les immigrantes sont diplômées de l'étranger. Il faut toutefois remettre ces résultats en perspective en précisant que l'écart demeure toujours plus élevé chez les immigrantes diplômées hors Canada.

Par ailleurs, comme on l'a vu précédemment, l'écart de revenu d'emploi entre les immigrantes ayant la durée de résidence la plus courte (moins de 5 ans) et l'ensemble des non-immigrantes demeure élevé en 2015 (environ 40 %). Toutefois, celui-ci semble avoir peu bougé par rapport à 2005. En parallèle, on note que les immigrantes ayant une durée de résidence de 5 à 9 ans ont vu cet écart s'accroître entre ces deux années ; celui-ci est d'environ 30 % en 2015. En comparaison, il n'y a pas eu de changement du côté des immigrantes ayant une durée de résidence plus longue, et l'écart entre elles et les non-immigrantes demeure le plus bas.

Du côté des minorités visibles, les données indiquent un accroissement de l'écart de revenu d'emploi entre les non-immigrantes et les immigrantes. En 2015, cet écart se situe à environ 23 %, comparativement à environ 20 % en 2005. Enfin, comme indiqué précédemment, on ne constate pas d'écart significatif entre les femmes non immigrantes n'étant pas issues de minorités visibles et leurs consœurs immigrantes en 2015. Cette situation tranche avec celle notée 10 ans plus tôt, alors que les non-immigrantes affichaient un revenu d'emploi supérieur aux immigrantes.

Les écarts de revenu d'emploi selon le sexe et le statut migratoire

Si les femmes non immigrantes montrent un revenu d'emploi supérieur à celui des femmes immigrantes, la comparaison entre les sexes pour ces deux groupes révèle une situation relative moins favorable pour les femmes n'étant pas issues de l'immigration (tableau 10).

En effet, les données indiquent que dans la grande majorité des groupes analysés, l'écart de revenu d'emploi entre les femmes et les hommes est plus élevé chez les personnes non immigrantes. Dans l'ensemble, l'écart de revenu entre les femmes et les hommes est d'ailleurs un peu plus élevé chez les personnes non immigrantes (environ 25 % en 2015) que chez les personnes immigrantes (environ 23 %). Par contre, dans la catégorie des 45-54 ans, chez les personnes ayant un DES comme plus haut niveau d'études ou un niveau de scolarité inférieur, ainsi que chez celles ayant trois enfants ou plus dans leur ménage, les différences sont plus importantes chez les personnes non immigrantes, avec environ 7 points de pourcentage de plus. Il en va de même chez les personnes dont le plus haut diplôme postsecondaire a été obtenu au Canada, avec un écart d'environ 27 % chez les personnes non immigrantes, comparativement à environ 22 % chez les personnes immigrantes. Toutefois, chez les minorités visibles, l'écart entre les femmes et les hommes est environ deux fois plus élevé chez les immigrantes que chez les non-immigrantes, avec des écarts respectifs d'environ 21 % et 11 %.

Par ailleurs, il convient de souligner que l'écart entre les sexes chez les personnes immigrantes dont la durée de résidence est inférieure à 10 ans est de près de 30 %. En 2015, les femmes immigrantes ayant une durée de résidence de moins de 5 ans ont un revenu d'emploi moyen d'environ 27 000 \$, comparativement à environ 38 000 \$ chez les hommes immigrés ayant la même durée de résidence. Les résultats pour les personnes ayant des durées de résidence de 5 à 9 ans sont respectivement d'environ 31 000 \$ et 44 000 \$.

Enfin, dans la comparaison selon le statut migratoire, l'écart de revenu d'emploi est généralement plus élevé entre les hommes qu'entre les femmes. C'est particulièrement vrai chez les 45-54 ans, chez les personnes dont le plus haut niveau d'études est le DES, chez celles qui n'ont pas de DES, chez celles dont le ménage compte trois enfants ou plus et chez celles ayant obtenu leur plus haut diplôme postsecondaire au Canada. Dans ces groupes, l'écart entre les hommes est d'environ six à neuf points de pourcentage supérieur à ce qu'on observe du côté des femmes. Toutefois, dans le cas des minorités visibles, l'écart est plus élevé entre les femmes, soit d'environ 23 %, comparativement à environ 12 % pour les hommes.



Photo : Monkey Business Images / Shutterstock.com

Tableau 10

Écart entre le revenu d'emploi des femmes et des hommes, selon le statut migratoire et diverses caractéristiques, personnes âgées de 25 à 54 ans, Québec, 2015

	Personnes non immigrantes			Personnes immigrantes		
	Femmes	Hommes	Écart (f-h)	Femmes	Hommes	Écart (f-h)
	\$		%	\$		%
Ensemble	44 643	59 557	- 25,0	37 095	48 116	- 22,9
25-34 ans	35 085	45 348	- 22,6	30 526	38 649	- 21,0
35-44 ans	48 067	62 919	- 23,6	37 180	49 474	- 24,8
45-54 ans	49 944	69 327	- 28,0	41 983	53 126	- 21,0
Sciences, technologie, génie, mathématiques et sciences informatiques (STGM)	58 214	73 741	- 21,1	46 102	58 835	- 21,6
SACHES (non STGM) ¹	47 026	62 697	- 25,0	38 659	48 602	- 20,5
Diplôme d'études secondaires	34 469	48 173	- 28,4	26 872	34 407	- 21,9
Sans diplôme d'études secondaires	24 457	38 138	- 35,9	21 701	30 551	- 29,0
Aucun enfant dans le ménage	45 560	54 302	- 16,1	40 636	47 101	- 13,7
Un enfant dans le ménage	41 743	55 886	- 25,3	36 117	47 361	- 23,7
Deux enfants dans le ménage	47 523	69 565	- 31,7	38 268	52 554	- 27,2
Trois enfants ou plus dans le ménage	44 465	72 339	- 38,5	32 902	48 119	- 31,6
Plus haut diplôme postsecondaire (Canada)	47 835	65 347	- 26,8	43 149	55 263	- 21,9
Plus haut diplôme postsecondaire (hors Canada)	..	..	..	35 351	49 792	- 29,0
Durée de résidence de moins de 5 ans	..	..	..	26 858	37 924	- 29,2
Durée de résidence de 5 à 9 ans	..	..	..	31 211	43 922	- 28,9
Durée de résidence de 10 ans et plus	..	..	..	41 926	53 207	- 21,2
Minorité visible	42 920	48 197	- 10,9	33 241	42 219	- 21,3
Non issue d'une minorité visible	44 687	59 845	- 25,3	43 749	57 992	- 24,6
Connaissance de l'anglais seulement	39 268	54 253	- 27,6	29 564	42 348	- 30,2
Connaissance du français seulement	37 623	49 893	- 24,6	28 884	36 775	- 21,5
Connaissance de l'anglais et du français	50 298	65 504	- 23,2	42 823	53 574	- 20,1

..: N'ayant pas lieu de figurer.

1. La catégorie SACHES (non STGM) regroupe les domaines du commerce et de l'administration, les arts et les sciences humaines, les sciences sociales et du comportement, le droit, les professions connexes et l'étude du droit, les soins de santé, l'éducation et l'enseignement ainsi que les métiers, les services, les ressources naturelles et la conservation.

Notes : Les données sur les revenus d'emplois sont arrondies à la centaine près et portent sur l'année 2015.
Tous les écarts sont statistiquement significatifs au seuil de 5 %.

Source : Statistique Canada, Recensement de 2016. Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Les écarts de revenu d'emploi entre les immigrantes et les non-immigrantes en 2015 : regard comparatif entre le Québec et le reste du Canada

Les écarts de revenu d'emploi entre les immigrantes et les non-immigrantes sont une réalité qu'on observe tant au Québec qu'ailleurs au Canada. Les données d'ensemble montrent que ceux-ci varient de 8 % pour la Colombie-Britannique à 17 % pour le Québec. Les chiffres détaillés révèlent que l'écart est plus prononcé au Québec qu'ailleurs au Canada, en particulier chez les 35-44 ans. Dans ce groupe, l'écart entre les immigrantes et non-immigrantes est d'environ 23 % au Québec, et se situe dans une fourchette de 12 à 19 % ailleurs au Canada. Les résultats montrent aussi que c'est surtout par rapport à la Colombie-Britannique que la situation comparative des immigrantes du Québec est la moins favorable. Par ailleurs, sous l'angle de la durée de résidence, l'écart de revenu d'emploi des immigrantes du Québec est similaire à celui des immigrantes de l'Ontario.

Tableau 11

Écart de revenu d'emploi entre les non-immigrantes et les immigrantes âgées de 25 à 54 ans, selon diverses caractéristiques et la région, Canada, 2015

	Québec	Ontario	Alberta	Colombie-Britannique
	%			
Ensemble	16,9	12,6	15,1	8,2
25-34 ans	13,0	6,3	17,0	5,1
35-44 ans	22,7	18,6	18,2	12,3
45-54 ans	15,9	17,1	15,4	11,8
Sciences, technologie, génie, mathématiques et sciences informatiques (STGM)	20,8	14,2	19,8	9,1
SACHES (non STGM) ¹	17,8	14,5	17,9	9,7
Diplôme d'études secondaires	22,0	13,4	19,1	13,7
Sans diplôme d'études secondaires	11,3	5,9	10,7	5,7
Plus haut diplôme postsecondaire canadien	9,8	5,8	2,6	0,4 [†]
Plus haut diplôme postsecondaire (hors Canada) ²	26,1	21,3	26,2	16,3
Durée de résidence de moins de 5 ans ³	39,8	40,6	36,0	30,0
Durée de résidence de 5 à 9 ans ³	30,1	31,5	23,4	21,6
Durée de résidence de 10 ans et plus ³	6,1	5,1	2,5	0,7 [†]

† : Écart non significatif au seuil de 5 %.

1. La catégorie SACHES (non STGM) regroupe les domaines du commerce et de l'administration, les arts et les sciences humaines, les sciences sociales et du comportement, le droit, les professions connexes et l'étude du droit, les soins de santé, l'éducation et l'enseignement ainsi que les métiers, les services, les ressources naturelles et la conservation.

2. Pour cette variable, l'écart est calculé par rapport aux non-immigrantes ayant un diplôme postsecondaire canadien.

3. Pour cette variable, l'écart est calculé par rapport avec l'ensemble des non-immigrantes.

Source : Statistique Canada, Recensement de 2016. Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

L'écart entre le revenu d'emploi des femmes et celui des hommes selon le statut migratoire varie-t-il selon les régions du Canada ?

À l'instar de ce qui a été observé au Québec, l'écart de revenu d'emploi entre les femmes et les hommes est plus élevé chez les personnes non immigrantes que chez les personnes immigrantes dans les autres régions du Canada en 2015. C'est toutefois le Québec qui a les différences les moins marquées, avec un écart global de revenu d'emploi entre les femmes et les hommes de 25 % et de 23 % respectivement chez les personnes non immigrantes et immigrantes. Ce phénomène s'observe dans plusieurs sous-populations, notamment chez les 35-54 ans. Sur ce plan, l'Ontario affiche toutefois des écarts similaires à ceux du Québec, contrairement aux deux autres régions comparées.

Tableau 12

Écart de revenu d'emploi entre les femmes et les hommes âgés de 25 à 54 ans, résultats selon le statut migratoire pour diverses sous-populations et la région, Canada, 2015

	Québec		Ontario	
	Non-immigrantes	Immigrantes	Non-immigrantes	Immigrantes
	%			
Ensemble	- 25,0	- 22,9	- 29,3	- 26,5
25-34 ans	- 22,6	- 21,0	- 22,8	- 20,6
35-44 ans	- 23,6	- 24,8	- 28,7	- 28,9
45-54 ans	- 28,0	- 21,0	- 33,8	- 27,3
Sciences, technologie, génie, mathématiques et sciences informatiques (STGM)	- 21,1	- 21,6	- 25,6	- 23,0
SACHES (non STGM) ¹	- 25,0	- 20,5	- 32,7	- 27,9
Diplôme d'études secondaires	- 28,4	- 21,9	- 28,5	- 21,4
Sans diplôme d'études secondaires	- 35,9	- 29,0	- 34,9	- 31,8
Plus haut diplôme postsecondaire canadien	- 26,8	- 21,9	- 32,9	- 27,3
Plus haut diplôme postsecondaire (hors Canada)	..	- 29,0	..	- 32,2
Durée de résidence de moins de 5 ans	..	- 29,2	..	- 36,8
Durée de résidence de 5 à 9 ans	..	- 28,9	..	- 30,5
Durée de résidence de 10 ans et plus	..	- 21,2	..	- 25,2
	Alberta		Colombie-Britannique	
	Non-immigrantes	Immigrantes	Non-immigrantes	Immigrantes
	%			
Ensemble	- 41,0	- 35,1	- 34,2	- 29,8
25-34 ans	- 35,6	- 30,9	- 30,2	- 23,4
35-44 ans	- 42,6	- 35,4	- 35,5	- 32,9
45-54 ans	- 44,7	- 37,4	- 36,3	- 30,7
Sciences, technologie, génie, mathématiques et sciences informatiques (STGM)	- 36,6	- 33,7	- 33,4	- 30,9
SACHES (non STGM) ¹	- 42,4	- 34,2	- 35,7	- 28,2
Diplôme d'études secondaires	- 40,4	- 30,9	- 33,6	- 27,0
Sans diplôme d'études secondaires	- 46,2	- 35,1	- 43,8	- 35,6
Plus haut diplôme postsecondaire canadien	- 43,0	- 33,2	- 36,4	- 28,7
Plus haut diplôme postsecondaire (hors Canada)	..	- 40,5	..	- 35,1
Durée de résidence de moins de 5 ans	..	- 38,8	..	- 37,3
Durée de résidence de 5 à 9 ans	..	- 40,3	..	- 33,4
Durée de résidence de 10 ans et plus	..	- 32,8	..	- 28,0

.. : N'ayant pas lieu de figurer.

1. La catégorie SACHES (non STGM) regroupe les domaines du commerce et de l'administration, les arts et les sciences humaines, les sciences sociales et du comportement, le droit, les professions connexes et l'étude du droit, les soins de santé, l'éducation et l'enseignement ainsi que les métiers, les services, les ressources naturelles et la conservation.

Note : Tous les écarts observés sont significatifs au seuil de 5 %.

Source : Statistique Canada, Recensement de 2016. Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Les écarts ajustés de revenus d'emploi

Au-delà des résultats bruts de la comparaison des revenus moyens d'emploi, il convient d'analyser les écarts de revenu en tenant compte de certaines caractéristiques des travailleuses et de leur emploi, afin de contrôler leur effet sur les revenus d'emploi. Comme on l'a vu précédemment, il existe des différences de composition entre les immigrantes et les non-immigrantes à cet égard (voir tableau 3). Des modèles multivariés de régression linéaire (voir l'encadré méthodologique) ont été produits dans le but d'obtenir des écarts de revenu d'emploi dits « ajustés ». Ceux-ci permettent dans une certaine mesure de contrôler les écarts qui seraient dus aux différences de composition entre les groupes comparés. Or, dans cette étude, l'analyse multivariée fait ressortir qu'à caractéristiques égales, les écarts observés entre les immigrantes et les non-immigrantes persistent sur le plan du revenu d'emploi. Les modèles multivariés donnent des résultats prédictifs et sont basés sur l'hypothèse que toutes choses sont égales par ailleurs. Autrement dit, les résultats sont valides pour les variables indépendantes disponibles ou sélectionnées dans les modèles seulement. Les écarts calculés qui subsistent peuvent être attribués à d'autres facteurs que ceux pris en compte dans les modèles. Dans les résultats qui suivent, les variables indépendantes retenues sont les suivantes : le groupe d'âge, la situation familiale (présence et nombre d'enfants dans le ménage), le soutien du revenu au ménage, l'état matrimonial, la connaissance des langues officielles, le domaine et le niveau d'études, le niveau de compétence de l'emploi, le type de profession, le régime de travail et les industries regroupées.

Outre l'écart ajusté global, le tableau 13 donne les écarts ajustés de revenu d'emploi entre les immigrantes et les non-immigrantes selon trois dimensions ayant montré des différences marquées dans les analyses descriptives, soit le lieu d'obtention du plus haut diplôme d'études postsecondaires, la durée de résidence et le statut de minorité visible. Les écarts bruts sont également présentés.

Comme le montre le tableau, l'écart ajusté global est d'environ 20 % entre le revenu d'emploi des immigrantes et celui des non-immigrantes en 2015. C'est donc dire

qu'à caractéristiques égales, les immigrantes apparaissent toujours désavantagées sur le plan du revenu d'emploi par rapport aux non-immigrantes.

Les résultats détaillés vont également dans le même sens : l'écart ajusté ne diminue pas par rapport à l'écart brut. Le fait, par exemple, d'avoir obtenu son plus haut diplôme d'études postsecondaire à l'étranger va de pair avec un écart ajusté important entre le revenu d'emploi des immigrantes et celui des non-immigrantes, qui dépasse les 30 %. Même en tenant compte de plusieurs caractéristiques communes avec les non-immigrantes, les diplômées de l'étranger touchent quand même un revenu d'emploi moins élevé. L'enjeu de la reconnaissance de leur diplôme semble donc ressortir davantage dans cette analyse multivariée.

Par ailleurs, les immigrantes ayant une durée de résidence de moins de 5 ans montrent un écart ajusté de plus de 55 % avec les non-immigrantes. Ce groupe d'immigrantes touche manifestement un revenu moins élevé sur le marché du travail, et ce, même en tenant compte d'autres variables, comme

les différences liées à l'âge, la situation familiale, la connaissance des langues officielles, le niveau et le domaine d'études, le niveau de compétence de l'emploi et le régime de travail. L'écart ajusté, de l'ordre de 30 %, demeure également important chez les immigrantes dont la durée de résidence est de 5 à 9 ans. Ce résultat est similaire à l'écart brut, ce qui révèle que même en contrôlant diverses variables, les immigrantes ayant une durée de résidence intermédiaire (5 à 9 ans) n'ont pas un niveau de revenu équivalent à celui des non-immigrantes.

Enfin, le statut de minorité visible exerce toujours un effet sur l'écart de revenu d'emploi, toutes choses étant égales par ailleurs. Les résultats du tableau 13 montrent, dans le groupe des minorités visibles, un écart ajusté d'environ 26 % en matière de revenu d'emploi entre les non-immigrantes et les immigrantes en 2015. L'écart est moindre dans le cas des personnes non issues de minorités visibles, mais il s'établit à plus de 15 %. Dans ce dernier cas, l'écart brut demeure tout de même non significatif.

Tableau 13

Écart brut et ajusté de revenu d'emploi entre les immigrantes et les non-immigrantes âgées de 25 à 54 ans, selon diverses caractéristiques, Québec, 2015

	Écart brut	Écart ajusté
	%	
Ensemble	16,9	19,7
Plus haut diplôme postsecondaire canadien	9,8	12,7
Plus haut diplôme postsecondaire (hors Canada) ¹	26,1	33,6
Durée de résidence de moins de 5 ans ²	39,8	56,8
Durée de résidence de 5 à 9 ans ²	30,1	32,3
Durée de résidence de 10 ans et plus ²	6,1	8,3
Minorité visible	22,6	25,9
Non minorité visible	2,1 [†]	16,2

† : Écart non significatif au seuil de 5 %.

1. Pour ce modèle, l'écart est calculé par rapport aux non-immigrantes ayant un diplôme postsecondaire canadien.

2. Pour ce modèle, l'écart est calculé par rapport à l'ensemble des non-immigrantes.

Note : L'écart ajusté tient compte du groupe d'âge, de la présence et du nombre d'enfants dans le ménage, du soutien au revenu du ménage, de l'état matrimonial, de la connaissance des langues officielles, du domaine et niveau d'études, du niveau de compétence de l'emploi, du type de profession, du régime de travail et des industries regroupées.

Source : Statistique Canada, Recensement de 2016. Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Conclusion

Cet article avait pour objectif principal de comparer la situation des femmes immigrantes et non immigrantes du Québec en s'appuyant sur deux indicateurs clefs du marché du travail : le taux d'emploi et le revenu d'emploi. Il révèle des écarts parfois marqués entre les deux groupes. À cet égard, on a vu que certains grands facteurs relevés dans la littérature ressortent dans les analyses, dont le domaine et le niveau d'études, le lieu d'obtention du diplôme, la situation familiale, la connaissance des langues officielles, la durée de résidence ainsi que le statut de minorité visible. De plus, comme mentionné dans notre survol de la littérature sur l'intégration des immigrantes au marché du travail, ces résultats sont directement liés aux enjeux touchant entre autres la reconnaissance des diplômes étrangers, la conciliation travail-famille, les compétences linguistiques, l'expérience de travail, en particulier celle acquise dans le pays d'accueil et finalement la discrimination potentielle sur le marché du travail.

Au-delà de ces considérations, rappelons qu'il y a des groupes où les différences en matière de taux d'emploi ou de

revenu d'emploi entre les immigrantes et les non-immigrantes sont moins marquées. C'est le cas notamment des non-diplômés (sans DES), des personnes dont le ménage ne compte pas d'enfants, des personnes immigrantes ayant un diplôme postsecondaire du Québec ou d'ailleurs au Canada, des personnes ayant une durée de résidence de 10 ans et plus et de celles qui n'appartiennent pas à une minorité visible.

En parallèle, rappelons qu'entre 2006 et 2016, il y a eu un accroissement du taux d'emploi chez les immigrantes dans tous les groupes analysés, mais qu'il y a aussi eu un accroissement important du taux d'emploi des non-immigrantes. Il n'y a donc pas eu, dans bien des cas, de réduction de l'écart entre les immigrantes et les non-immigrantes.

Sur le plan du revenu d'emploi, l'analyse a fait ressortir des écarts entre les non-immigrantes et les immigrantes en 2015. L'écart le plus grand a été observé chez les 35-44 ans, chez celles ayant deux enfants ou plus dans leur ménage, chez les diplômées postsecondaires de l'étranger,

chez celles ayant une durée de résidence limitée (moins de 5 ans) et chez celles issues de minorités visibles. De plus, et malgré une augmentation de leur taux d'emploi, certaines sous-populations d'immigrantes ont vu l'écart entre elles et les sous-populations non immigrantes s'accroître sur le plan du revenu d'emploi entre 2005 et 2015. C'est le cas des immigrantes de 35 à 44 ans, de celles dont le ménage compte deux enfants et de celles ayant une durée de résidence de 5 à 9 ans.

Finalement, les analyses multivariées ont révélé que même en contrôlant une série de variables sociodémographiques et économiques, les écarts entre les immigrantes et les non-immigrantes en matière de revenu d'emploi persistent, en particulier chez celles ayant une durée de résidence limitée (moins de 5 ans). Cela démontre entre autres que les immigrantes dans certaines situations ont des taux et des revenus d'emploi moins élevés, et doivent composer avec une adaptation plus difficile sur le marché du travail durant leurs premières années sur leur terre d'accueil.



Photo : Fizkes / Shutterstock.com

Sources des données

Les sources des données utilisées pour cette étude sont le Recensement de la population de 2006 et le Recensement de la population de 2016 (questionnaires détaillés). Ces questionnaires ont été envoyés à 1 ménage sur 4 (25 %) de la population canadienne dans le cas du recensement de 2016 et à 1 ménage sur 5 pour le recensement de 2006. Selon le *Guide de Recensement de la population, 2016*¹, le taux de réponse pondéré au questionnaire détaillé est de 97,3 % au Québec. Pour le recensement de 2006, le taux de réponse pondéré au questionnaire détaillé est d'environ 94 %. Les réponses finales au questionnaire détaillé sont pondérées afin de représenter la population canadienne vivant dans les logements privés.

Les analyses sur les données du recensement contenues dans la présente étude ont été réalisées au Centre interuniversitaire québécois de statistiques sociales (CIQSS), membre du Réseau canadien des Centres de données de recherche (RCCDR). Les activités du CIQSS sont rendues possibles grâce à l'appui financier du Conseil de recherches en sciences humaines (CRSH), des Instituts de recherche en santé du Canada (IRSC), de la Fondation canadienne pour l'innovation (FCI), de Statistique Canada, du Fonds de recherche du Québec – Société et culture (FRQSC) et du Fonds de recherche du Québec – Santé (FRQS), ainsi que grâce à l'ensemble des universités québécoises qui participent à leur financement. Les idées exprimées sur ces données sont celles de l'auteur et non celles des partenaires financiers.

1. STATISTIQUE CANADA (2017b), 75 p.

Définitions

Population

Pour les fins de l'étude, la population retenue correspond aux personnes âgées de 25 à 54 ans vivant au Québec et qui sont nées au Canada ou encore qui sont immigrantes et vivent au Québec. Les personnes âgées de 15 à 24 ans ne sont pas prises en considération étant donné que le nombre de personnes immigrantes sur le marché du travail dans ce groupe d'âge demeure faible, la majorité d'entre elles étant plutôt aux études. Par ailleurs, les personnes âgées de 55 ans et plus sont exclues de l'analyse afin de garder celles qui sont les plus actives. De plus, comme il existe des différences de composition dans ce groupe d'âge entre les immigrantes et les non-immigrantes, il est plus convenable de les exclure de l'analyse. Les résidents non permanents, de même que les personnes ayant indiqué dans le questionnaire du recensement ne connaître aucune des deux langues officielles du Canada sont exclues de la population étudiée. Ces dernières ne sont pas prises en compte puisqu'elles sont peu présentes sur le marché du travail.

La population retenue aux fins du calcul du revenu d'emploi moyen est celle ayant déclaré un revenu d'emploi en 2015 au recensement de 2016 et un revenu d'emploi en 2005 au recensement de 2006. Les populations visées par cette étude sont donc celles ayant eu un ou plusieurs emplois en 2005, en 2015 ou durant ces deux années.

Taux d'emploi

Le taux d'emploi correspond au nombre de personnes occupées au cours de la semaine du dimanche 1^{er} mai au samedi 7 mai 2016, exprimé en pourcentage de la population totale âgée de 15 ans et plus. Des taux sont calculés pour diverses sous-populations selon certaines caractéristiques sociodémographiques (âge, domaine et niveau d'études, situation familiale, durée de résidence, statut de minorité visible, etc.). La période de référence pour le recensement de 2006 va du dimanche 7 mai au samedi 13 mai 2006.

Revenu d'emploi

Le revenu d'emploi comprend tous les revenus bruts perçus sous forme de traitements, salaires et commissions d'un travail rémunéré ou d'un travail autonome dans une entreprise agricole ou non agricole non constituée en société et/ou dans l'exercice d'une profession au cours de la période de référence. La variable utilisée dans le dictionnaire des microdonnées confidentielles est *Empin*. Pour 2016, les renseignements sur le revenu ont été obtenus grâce au couplage avec les dossiers fiscaux pour la population âgée de 15 ans et plus vivant dans des ménages privés. Ainsi, selon le *Guide de référence sur le revenu, Recensement de la population*,

Suite à la page 23

2016¹, le revenu a été obtenu grâce aux dossiers fiscaux de 89,7 % des Québécois visés par ce thème. En comparaison, le taux de couplage québécois était de 76,6 % pour le Recensement de 2006 ; par contre, des données sur le revenu ont également été obtenues grâce aux réponses au questionnaire d'une proportion de répondants n'ayant pas donné leur consentement au couplage. L'année de référence pour le revenu tiré du recensement de 2016 est 2015 et celle tirée du recensement de 2006 est 2005.

STGM et SACHES (non STGM)

Cette variable indique la principale discipline ou le principal domaine dans lequel la personne a fait ses études ou reçu sa formation et obtenu son plus haut certificat, diplôme ou grade d'études postsecondaires, classifié selon la Classification des programmes d'enseignement (CPE) Canada 2016. La catégorie STGM comprend les domaines liés aux sciences, à la technologie, au génie, aux mathématiques et aux sciences informatiques. La catégorie SACHES (non STGM) regroupe les domaines du commerce et de l'administration, les arts et les sciences humaines, les sciences sociales et du comportement, le droit, les professions connexes et l'étude du droit, les soins de santé, l'éducation et l'enseignement ainsi que les métiers, les services, les ressources naturelles et la conservation.

Minorité visible

Selon la définition des variables du recensement², cette variable réfère au fait qu'une personne appartient ou non à une des minorités visibles définies dans la Loi sur l'équité en matière d'emploi et, le cas échéant, le groupe de minorités visibles en question. Selon la Loi sur l'équité en matière d'emploi, on entend par minorités visibles « les personnes, autres que les Autochtones, qui ne sont pas de race blanche ou qui n'ont pas la peau blanche ». Il s'agit principalement des groupes suivants : Sud-Asiatique, Chinois, Noir, Philippin, Latino-Américain, Arabe, Asiatique du Sud-Est, Asiatique occidental, Coréen et Japonais. Il est important de mentionner que cette variable est dérivée à partir de l'information recueillie à la question 19 (Groupe de population) et à la question 18 (Groupe autochtone) du questionnaire du recensement. On doit préciser ici que les répondants au Recensement ne s'identifient pas eux-mêmes comme faisant partie de la population de minorité visible (voir Heidinger et Cotter 2020 : 8).

Durée de résidence

La durée de résidence correspond au nombre d'années depuis l'établissement des personnes immigrantes. Elle est calculée en fonction de la date d'arrivée de la personne immigrante au Québec ou ailleurs au Canada.

1. STATISTIQUE CANADA (2017a), 39 p.
2. STATISTIQUE CANADA (2018), 510 p.

Méthodologie

Qualité des données

Comme indiqué dans le *Guide du Recensement de la population, 2016*, Statistique Canada fait état des sources d'erreurs possibles à différentes étapes du processus de réalisation du recensement. Celles-ci sont de deux ordres : les erreurs qui sont dues à l'échantillonnage et celles qui sont dues à autre chose. Les erreurs dues à l'échantillonnage sont liées aux estimations tirées du questionnaire détaillé. Elles découlent du fait qu'on estime une caractéristique en mesurant seulement une partie de la population plutôt que la population au complet. Toutes les données présentées dans cette étude proviennent des questionnaires détaillés des recensements de 2006 et de 2016.

Pour les estimations tirées du questionnaire détaillé, des mesures de variabilité sont produites pour les données de 2016 (données sur les taux d'emploi) et de 2015 (données sur le revenu). L'ampleur de la variabilité des estimations est mesurée ici par l'erreur-type. De façon générale, plus celle-ci est petite, plus l'estimation est précise. Comme l'indique le *Guide du Recensement de la population, 2016*, l'erreur-type est utilisée entre autres pour construire des intervalles de confiance ou pour faire de l'inférence statistique ; par exemple, on s'en sert pour déterminer s'il y a une différence significative entre une caractéristique d'une sous-population et une valeur donnée ou avec une autre sous-population. Aux fins de cette étude, l'ISQ a produit des erreurs-types pour l'estimation des taux d'emploi et l'estimation du revenu moyen d'emploi chez les non-immigrantes et les immigrantes à partir des 100 poids de répliques disponibles dans les Centres de données de recherche (CDR) de Statistique Canada.

Suite à la page 24

Tests statistiques

Pour les analyses portant sur l'état de la situation en 2015 (Recensement de 2016), afin de statuer s'il existe une différence statistiquement significative entre deux sous-populations, par exemple, les immigrantes et les non-immigrantes, la comparaison des intervalles de confiance à 95 % a été utilisée. De manière générale, l'absence de chevauchement entre les intervalles comparés indique une différence significative entre les sous-populations au seuil α inférieur ou égal à 5 %. À moins d'indication contraire, tous les écarts mentionnés dans le texte sont significatifs au seuil fixé.

Comparaison entre les données des Recensements de 2016 et de 2006

Comme il n'existe pas de poids de répliques disponibles dans les Centres de données de recherche pour le recensement de 2006, les tests de comparaison de la situation relative d'emploi des immigrantes entre 2006 et 2016 sont approximatifs. Bien que les phénomènes étudiés pourraient avoir changé durant cette période de 10 ans, on fait l'hypothèse que leur variabilité est demeurée à peu près la même. Sachant de plus qu'en 2006, 1 ménage sur 5 était inclus dans l'échantillon du questionnaire détaillé du Recensement et qu'en 2016, la fraction de sondage est passée à 1 ménage sur 4, la variance des estimations de 2006 est supposée égale à 5/4 fois celle des estimations de 2016, une statistique de Wald a été construite en s'appuyant sur cette approximation et sur la variance calculée avec les poids de répliques pour 2016 pour tester la différence entre 2006 et 2016 ; comme pour les autres tests produits, le seuil est fixé à 5 %.

Modèles de régression utilisés et variables dépendantes et indépendantes

Dans cette étude, des modèles d'analyse multivariés ont été produits pour divers sous-groupes afin d'obtenir des écarts ajustés de revenus moyens d'emplois entre les immigrantes et les non-immigrantes. L'équation de base a été estimée à partir de régressions linéaires par les moindres carrés ordinaires (MCO) avec comme variable dépendante le logarithme naturel du revenu d'emploi (empin). En plus du statut relatif à l'immigration (immigrante ou non), les variables indépendantes retenues dans les modèles sont le groupe d'âge, la présence et le nombre d'enfants dans le ménage, le soutien au revenu du ménage, l'état matrimonial, la connaissance des langues officielles, le domaine et le niveau d'études, le niveau de compétence de l'emploi, le type de profession (manuel, non manuel, mixte), le régime de travail et les industries regroupées. Certaines interactions doubles sont également prises en compte lorsque nécessaire, en particulier celles impliquant le statut relatif à l'immigration. Le lecteur intéressé à connaître la description de ces variables peut en faire la demande.

Expressions dans le texte

Les résultats présentés dans cette étude proviennent en partie de données d'enquêtes et comportent donc un certain degré d'erreur, d'où l'utilisation dans le texte de certaines expressions, telles que près de, environ, de l'ordre de, pour rappeler qu'il ne s'agit pas de valeurs exactes.

Références

- ACTION TRAVAIL DES FEMMES (2009). *La reconnaissance des diplômes et des compétences : difficultés et impacts chez les femmes immigrantes*, Montréal, 140 p.
- ANTONIUS, Rachad, et Amany Fouad SALIB (2014). *De l'accueil à l'intégration : diagnostic, parcours et expériences. Actes du colloque du 14 octobre 2014*, Laval, Carrefour d'intercultures de Laval (CIL), Centre de recherches en immigration, ethnicité et citoyenneté (CRIEC), 85 p.
- BENJAMIN, Claire, et Pierre-Olivier. MÉNARD (2010). « Le portrait de la population immigrée en 2006 : une population en transformation », dans *Portrait social du Québec, Données et analyses, Édition 2010*, Québec, Institut de la statistique du Québec, p. 89-116.
- BLAIN, Marie-Jeanne, et collaborateurs (2018). *Synthèse du rapport de recherche. Portrait de l'intégration professionnelle des personnes immigrantes au Québec : expériences et points de vue croisés sur les obstacles systémiques, les éléments facilitants les ressources*, Montréal, INRS, Centre Urbanisation Culture et Société, Comité consultatif Personnes immigrantes, 44 p.
- BOUDARBAT, Brahim, Maude BOULET et Nong ZHU (2010). « Participation au marché du travail et revenus d'emploi des immigrants au Québec par rapport au reste du Canada », *Nos diverses cités*, n° 7, printemps, p. 60-66.
- CHICHA, Marie-Thérèse (2010). « La déqualification des immigrées hautement qualifiées à Montréal : une question de degré ? », *Nos diverses cités*, n° 7, printemps, p. 77-82.

- COMITÉ CONSULTATIF FEMMES (2019). *Analyse qualitative de parcours d'insertion de femmes immigrantes au marché du travail et conditions de réussite observées – Rapport de la recherche-action*, Montréal, 57 p.
- EWOUDOU, Jacques (2011). *Lieu d'études et succès des immigrants du Canada sur le marché du travail*, produit n° 81-595-M au catalogue de Statistique Canada, Ottawa, Statistique Canada, 119 p.
- GILMORE, Jason (2008). *Les immigrants sur le marché du travail canadien en 2007*, produit n° 71-606-X2008003 au catalogue de Statistique Canada, Ottawa, Statistique Canada, 31 p.
- HEIDINGER, Loanna, et Adam COTTER (2020). *Perceptions à l'égard de la sécurité personnelle parmi les groupes de population désignés comme minorités visibles au Canada pendant la pandémie de COVID-19*, produit n° 45280001 au catalogue de Statistique Canada, Ottawa, Statistique Canada, 8 p.
- HOU, Feng, Yao LU et Christoph SHIMMELE (2019). *Dernières tendances en matière de surqualification selon le statut d'immigrant*, n° 11F0019M au catalogue de Statistique Canada, n° 436, Ottawa, Statistique Canada, 28 p.
- HOULE, René (2019). « Résultats du Recensement de 2016 : rémunération des immigrants et des enfants d'immigrants appartenant aux minorités de langue officielle », *Regards sur la société canadienne*, produit n° 75-006-X au catalogue de Statistique Canada, Ottawa, Statistique Canada, 15 p.
- HUDON, Tamara (2015). « Les femmes immigrantes », *Femmes au Canada : rapport statistique fondé sur le sexe*, produit n° 89-503-X au catalogue de Statistique Canada, Ottawa, Statistique Canada, 41 p.
- LU, Yao, et Feng HOU (2019). *Surqualification chez les immigrants titulaires d'un grade universitaire au Canada et aux États-Unis*, produit n° 11F0019M au catalogue de Statistique Canada, n° 434, Ottawa, 26 p.
- MINISTÈRE DE L'IMMIGRATION ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES [Québec] (2013). Éléments explicatifs de la surqualification chez les personnes immigrantes au Québec en 2012, Québec, Direction de la recherche et de l'analyse prospective du Ministère, 29 p.
- MINISTÈRE DE L'IMMIGRATION, DE LA DIVERSITÉ ET DE L'INCLUSION [Québec] (2016). *Les personnes immigrées et le marché du travail québécois*, Québec, Direction de la recherche et de la statistique du Ministère, 33 p.
- OCDE (2019). *Trouver ses marques 2018 : Les indicateurs de l'intégration des immigrés*, [En ligne], Éditions OCDE, 296 p., doi : [10.1787/9789264309234-fr](https://doi.org/10.1787/9789264309234-fr). (Consulté le 15 janvier 2020).
- OCDE (2012). *Les migrants et l'emploi (Vol.3) : L'intégration sur le marché du travail en Autriche, Norvège et Suisse*, [En ligne], Éditions OCDE, 324 p., doi : [10.1787/9789264167919-fr](https://doi.org/10.1787/9789264167919-fr). (Consulté le 5 juin 2019).
- OVEZEA, Roxana (2015). « Quels défis pour les femmes immigrantes sur le marché de l'emploi ? », dans *Colloque sur l'immigration à Laval. De l'accueil à l'intégration : diagnostic, parcours et expériences. Actes du colloque du 14 octobre 2014*, Laval, p. 41-43.
- ROSE, Ruth (2016). *Les femmes et le marché du travail au Québec : portrait statistique*, Montréal, Comité consultatif Femmes en développement de la main-d'œuvre, 61 p.
- ROSE, Ruth (2013). *Les femmes et le marché du travail au Québec : portrait statistique*, Montréal, Comité consultatif Femmes en développement de la main-d'œuvre, 171 p.
- STATISTIQUE CANADA (2017a). *Guide de référence sur le revenu, Recensement de la population, 2016*, produit n° 98-500-X2016004 au catalogue de Statistique Canada, Ottawa, Statistique Canada, 39 p.
- STATISTIQUE CANADA (2017b). *Guide du Recensement de la population, 2016*, produit n° 98-304-X2016001 au catalogue de Statistique Canada, Ottawa, Statistique Canada, 75 p.
- STATISTIQUE CANADA (2018). *Dictionnaire, Recensement de la population, 2016*, produit n° 98-301-X2016001 au catalogue de Statistique Canada, Ottawa, Statistique Canada, 510 p.
- TURCOTTE, Martin et Grant SCHELLENBERG (2006). *Un portrait des aînés au Canada*, n° 89-519-XIF au catalogue de Statistique Canada, Ottawa, Statistique Canada, 321 p.
- UPPAL, Sharanjit, et Sébastien LAROCHELLE-CÔTÉ (2014). « La surqualification des nouveaux diplômés universitaires au Canada », *Regards sur la société canadienne*, produit n° 75-006-X au catalogue de Statistique Canada, Ottawa, Statistique Canada, 15 p.
- ZHU, Nong, et Alain BÉLANGER (2010). *L'emploi et le revenu des immigrants à Montréal : analyse des données du recensement 2006*, Montréal, Institut national de la recherche scientifique, Centre Urbanisation Culture et Société, 75 p.
- YSSAAD, Lahouaria, et Andrew FIELDS (2018). *Les immigrants sur le marché du travail canadien : tendances récentes entre 2006 et 2017*, produit n° 71-606-X au catalogue de Statistique Canada, Ottawa, Statistique Canada, 27 p.

Autres publications d'intérêt

Marché du travail et rémunération, numéro 26 Les changements dans l'emploi salarié selon le niveau de rémunération horaire en période de pandémie	Mai 2021
Marché du travail et rémunération, numéro 25 Les écarts salariaux selon le sexe dans les professions de formation universitaire : portrait des entreprises québécoises de 200 employés et plus au Québec	Mars 2021

À paraître

Portrait de diverses mesures adoptées dans les entreprises québécoises de 200 employés et plus liées au contexte de la pandémie de Covid-19

La rémunération des ouvriers de l'administration québécoise comparée avec celle des ouvriers dans les entreprises québécoises de 200 employés et plus

Notice bibliographique suggérée

INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC (2021). « Taux d'emploi et revenu d'emploi des Québécoises : quels écarts entre les personnes immigrantes et non immigrantes ? », *Marché du travail et rémunération*, [En ligne], n° 27, mai, p. 1-26. [statistique.quebec.ca/fr/fichier/taux-et-revenu-emploi-des-quebecoises-quels-ecarts-entre-personnes-immigrantes-et-non-immigrantes.pdf].

Ce bulletin a été réalisé à l'Institut de la statistique du Québec par :

Luc Cloutier-Villeneuve

Direction des statistiques du travail et de la rémunération :

Patrice Gauthier

Révision linguistique et édition :

Direction de la diffusion et des communications

Pour plus de renseignements :

Centre d'information et de documentation
Institut de la statistique du Québec
200, chemin Sainte-Foy, 3^e étage
Québec (Québec) G1R 5T4

Téléphone :
418 691-2401
1 800 463-4090 (Canada et États-Unis)

Courriel : cjd@stat.gouv.qc.ca

Site Web : statistique.quebec.ca

Dépôt légal

Bibliothèque et Archives nationales du Québec
3^e trimestre 2021
ISSN 2563-0857 (en ligne)

© Gouvernement du Québec
Institut de la statistique du Québec, 2020

Toute reproduction autre qu'à des fins de consultation personnelle est interdite sans l'autorisation du gouvernement du Québec. statistique.quebec.ca/fr/institut/nous-joindre/droits-auteur-permission-reproduction

Photo en couverture : Artens / Shutterstock.com